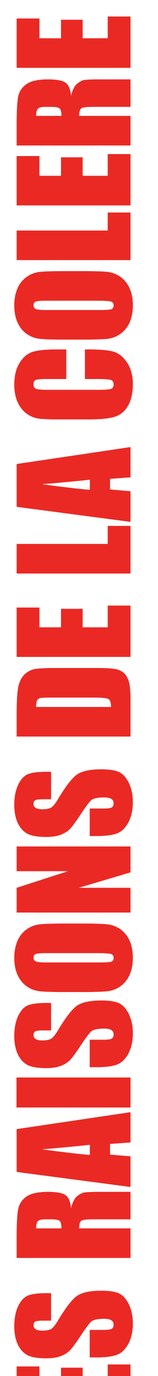
ANARCHOSYNDICALISME !

2 EUROS /N°138 /// FEVRIER - MARS 2014

ISSN 1240 /// CCPAP 0911 G 89086 ///



/// **IMPOTS :** SAUCE BERCY

/// **LUTTES :** MONITEURS & EDUCATEURS EN FORMATION / NATAIS : LES PRUDHOMMES DU GERS ETAIENT COMPETENTS MAIS ILS NE LE SAVAIENT PAS

/// **SOCIETE :** NI FASCISME NI REPUBLIQUE BOURGEOISE / LE MONDE DE LA COUPE / LES JEUX OLYMPIQUES DE LA HONTE

/// **INTERNATIONAL :** EGYPTE SOCIALISTE LIBERTAIRE / UKRAINE / AUSTRALIE

/// **REFLEXIONS & DEBATS :** GÜNTHER ANDERS : LA MORALE AVEC « LE PILOTE D'HIROSHIMA » / UNE PENSEE PRIMITIVE

/// **ECONOMIE :** L'ILLUSION COOPERATIVISTE

/// **VARIA :** APPEL À MOBILISATION POUR SAUVER LA ZONE HUMIDE DU TESTET / G.I. ABDALLAH /COURRIER DES LECTEURS / CENETISTEMENT VOTRE ...

/// **CRAPULERIE ADMINISTRATIVE :** RSA, MARCHE AU PAS !

CNT AIT RESISTANCE POPULAIRE AUTONOME

ANARCHOSYNDICALISME !

REPRODUCTION DES ARTICLES

LA REPRODUCTION DE NOS ARTICLES EST LIBRE SOUS RESERVE D'ETRE SUIVIE DE LA MENTION :

Anarchosyndicalisme ! n°138, cnt-ait-toulouse.fr

(sauf indication contraire figurant en fin d'article)

Remerciements :

L'illustration de couverture est issue du site : tantquilyauradesbouilles.wordpress.com

(voir l'article sur le Testet en p. 17)

ABONNEZ-VOUS !

Tarif normal : 10 euros

Abonnement de soutien : 20 euros ou plus

Chèques à l'ordre de : CDES - CCP 3 087 21 H Toulouse

A l'adresse : CDES 7, rue St Rémésy, 31000 Toulouse

POUR SAVOIR SI VOUS ÊTES À JOUR DE VOTRE ABONNEMENT :

Le numéro qui figure en bas de la bande-adresse est le dernier numéro compris dans votre abonnement. S'il est inférieur au numéro de publication qui figure sur la couverture, vous êtes en retard. N'hésitez pas à nous signaler toute erreur !

POUR TOUT PROBLEME D'ABONNEMENT :

abonnement@cntaittoulouse.lautre.net

DIFFUSEZ *ANARCHOSYNDICALISME !*
Pour recevoir des numéros de diffusion, prenez contact avec nous.

Articles et infos en ligne :

http://

liste.cnt-ait.info (liste de diffusion)
cnt-ait.info (Paris-Nord, très complet)
cnt.ait.caen.free.fr (Ouest, avec forum)
cnt-ait-toulouse.fr (Sud, Midi-Pyrénées)
sia32.lautre.net (Gers, Midi-Pyrénées)
gasycntait89.over-blog.com (Est)
anarsixtrois.unblog.fr/cnt-ait/ (Centre)

Quelques adresses utiles :

Paris-Nord : contact@cnt-ait.info
Lille : cnt.ait.lille@no-log.org
Caen : cnt.ait.caen@free.fr
Puy-de-Dôme : cntait63@gmail.com
Gers : sia32@no-log.org
Toulouse : contact@cntaittoulouse.lautre.net
Quercy : cnt-ait-quercy-rouergue@mailoo.org

ANARCHOSSYNDICALISME ! organe de l'Union régionale Midi-Pyrénées de la CNT-AIT - IMP SPE - 10 février 2014
Directeur de la publication : Entremond



Sauce Bercy

« La sauce Bercy est une sauce courte qui accompagne généralement une viande rouge comme l'entrecôte. Elle doit être réalisée au dernier moment. »

Nous n'avons pas entendu claironner la grande nouveauté de la loi de finances pour 2014. Des informations aussi majeures que celles concernant la fameuse « Gayette du roi » (c'est Valérie qui a trouvé la fève !) ou le profil des parcours aux JO (avec ou sans rocher ?) ont tourné en boucle chez tous les « papes rassis » qui monopolisent les médias... et ont soigneusement évité de parler d'une mesure qui va coûter cher à environ 10,5 millions de salariés, du moins à ceux qui sont affiliés à un régime complémentaire obligatoire de protection sociale dans leur entreprise.

Rappelons que cette mutuelle obligatoire nous avait été présentée par le gouvernement et la CFDT comme la grande « contrepartie » de l'ANI, en échange d'un énième recul social. Suite à cet Accord national interprofessionnel, les salariés doivent obligatoirement cotiser à une mutuelle d'entreprise par prélèvement direct sur leur fiche de paie. S'y ajoute une part dite patronale (en fait et comme toujours, prélevée sur la plus-value générée par le travailleur). Et bien voici que la moitié ou plus de cette cotisation est traitée comme une sorte de niche fiscale qu'il faudrait absolument détruire. Les limiers de Bercy qui laissent se développer paisiblement les véritables niches fiscales (immobilier spéculatif, pseudo-investissements dans les Dom-Tom), s'attaquent sans gêne à la déductibilité fiscale des cotisations sociales.

Pour comprendre, remontons plus loin dans le temps. Si ces mutuelles complémentaires sont devenues nécessaires, c'est à cause de la destruction progressive de la sécurité sociale. Par le biais de la diminution méthodiquement poursuivie depuis des années des prestations sécu, les différents gouvernements ont fait que, si on cotise à la seule sécu, il est devenu pratiquement impossible de se faire soigner correctement.

Une nouvelle étape antisociale vient donc d'être franchie. De tout temps, très logiquement, les cotisations à la sécurité sociale n'ont pas été imposables. Le tour de passe-passe administratif qui consiste, après avoir obligé les salariés à transférer une partie de leurs cotisations sociales vers le secteur privé, à les rendre partiellement imposable est une honte supplémentaire pour ce gouvernement socialo-verdâtre. L'impact pour les salariés en sera considérable *« Dans le cas d'un salarié pour lequel la contribution de l'employeur est de 100 euros par mois, soit 1 200 euros par an, le supplément d'impôt sera de l'ordre de 150 euros s'il est imposé dans la tranche marginale à 14 % et de 325 euros s'il est imposé dans la tranche à 30 %. »*[*1].

Les deux gagnants de l'affaire sont d'abord l'Etat, qui encaissera plus d'impôts (Bercy estime cyniquement que cette mesure va lui rapporter 960 millions d'euros) mais surtout le secteur des assurances complémentaires (fausses mutuelles), qui devient extrêmement juteux puisque les cotisations obligatoires qu'il ramasse représentent des fortunes... qui vont pour partie et sans scrupule dans la poche des actionnaires. Quant aux petites mutuelles, elles sont condamnées par l'ANI à tomber dans l'escarcelle des grands groupes financiers d'assurances comme Malakoff-Mederic... entreprise dirigée par un certain Sarkozy (Guillaume, le frère de l'autre).

Pour en revenir aux impôts, en 2013 il y a eu 2,65 millions de nouveaux foyers imposables, essentiellement des foyers modestes. D'après les données officielles environ 10 % d'entre eux n'avaient rien gagné de plus que l'année précédente. Quelques changements de règle avaient suffi à les rendre imposables. Avec cette nouvelle sauce Bercy et ce nouveau changement, ce genre d'injustice fiscale va encore s'aggraver en 2014. Jusqu'à quand ?

_1.- Nathalie Cheysson-Kaplan, http://www.lemonde.fr/argent/article/2014/01/14/les-salaries-plus-imposes-avec-la-fiscalisation-des-mutuelles-d-entreprise_4347773_1657007.html

NB : Pour l'instant la part des cotisations à la charge des salariés, continue à être déductible du revenu imposable. Mais le plafond de déduction – qui englobe également la part des cotisations patronales couvrant les risques d'incapacité, d'invalidité et de décès – a aussi été abaissé : de 8 888 euros, il est ramené à 5 925 euros. Ce qui générera un supplément d'impôt sans que le revenu des salariés ait augmenté.

MONITEURS & EDUCATEURS EN FORMATION EN LUTTE

Depuis plusieurs semaines, les moniteurs-éducateurs et éducateurs spécialisés sont en lutte. Interview d'un compagnon participant au mouvement.

Pouvez-vous présenter en quelques mots la formation que vous suivez ainsi que ses débouchés ?

Ma formation me permet d'apprendre le métier de moniteur-éducateur et d'obtenir le diplôme d'état (indispensable pour un éventuel CDI). Elle se déroule en alternance (cours et stages) sur 2 ans. A côté de cette formation, existe celle d'éducateur spécialisé, également en alternance et sur 3 ans. Les 2 métiers sont très proches. Les personnes se formant au métier d'éducateur spécialisé ont un statut d'étudiant (car la formation est de niveau bac). Cela leur ouvre droit à une rémunération lors de leurs stages de plus de 2 mois (400 euros/mois). Les moniteur-éducateurs en formation ne touchent pas un kopeck sur leur lieu de stage. Enfin, les aides au financement des formations sont faibles (bourses régionales de 400 euros/mois, allocations chômage qui n'atteignent pas les 1000 euros).

Le champ d'intervention est très vaste et concerne le secteur social (soutiens aux familles en grande précarité, protection de l'enfance, aides aux adultes SDF)… et médico-social (prise en charge de jeunes souffrant de troubles du comportement, de personnes souffrant de troubles psychiques, atteintes d'autisme, lourdement handicapées ou polyhandicapées, personnes âgées isolées et précaires…). On peut intervenir en établissement ou en milieu ouvert.

Dans quelle situation vous trouvez-vous ? Quels sont les problèmes que vous rencontrez actuellement ?

Le constat est que les inégalités continuent de progresser dans la société. Le niveau global de richesse augmente, mais il y a de plus en plus de pauvres et de très pauvres. La demande sociale explose. L'Etat débourse un peu : il lui faut contrôler les marges de la société, contenir la misère et la grogne sociale. Mais l'Etat veut réduire ses dépenses. La crise a bon dos… Les budgets des services et établissements aux missions d'utilité publique voient leurs budgets limités et plafonnés. Les établissements et services du secteur sont soumis à des pressions financières. Or, la masse salariale c'est 75 à 80 % des budgets. On incite à une réorganisation des services permettant de diminuer les effectifs (après des départs à la retraite par exemple).

Ce contexte général a plusieurs effets pervers qui ont un impact direct sur nos formations aux métiers d'éducateur du social/médico-social (et plus largement encore, puisque d'autre filières sont concernées). Le dysfonctionnement majeur se situe sur la recherche des stages et indirectement sur le contenu des stages.

Dans les dotations globales que perçoivent les services et établissements du secteur, la rémunération (« gratification ») des stagiaires est prise en compte. Mais aucun contrôle n'est exercé sur l'utilisation de l'enveloppe globale qui est consacrée entièrement aux frais de fonctionnement. Beaucoup d'établissements et de services n'acceptent de prendre des



stagiaires que si c'est gratuit. La majorité des éducateurs spécialisés en formation est obligée de s'asseoir sur ses droits pour pouvoir trouver un stage.

Pour compenser la diminution des effectifs, on s'appuie sur des stagiaires qui ne coûtent rien. Le stagiaire est parfois soumis à de véritables entretiens d'embauche où l'on demande le CV et la lettre de motivation. Le stagiaire doit avoir déjà de l'expérience… avant d'être formé !

De plus, les 3 centres de formations de la région Midi-Pyrénées sont tous à Toulouse. Pour suivre les cours dispensés dans ces 3 centres, la majeure partie d'entre-nous loge à Toulouse… et cherche des stages à Toulouse. C'est le jeu des chaises musicales. Beaucoup finissent par se rabattre sur les autres départements. Mais les frais d'hébergements et de transports ne sont pas pris en compte…

Quelles sont vos revendications ?

A l'heure actuelle elles tiennent en 4 points :

1- Nous demandons la gratification des stages pour tous, pour dénoncer une inégalité de fait entre les formations de niveau bac et les formations de niveau inferieur, ainsi que les effets pervers que cela engendre (concurrence entre les statuts au bénéfice de ceux qui ont le moins de droits).

2- Nous demandons que l'argent alloué à la gratification des stagiaires soit versé directement aux régions et aux instituts de formations, et non aux établissements et services du secteur social et médico-social.

3- Nous défendons l'alternance devant ceux qui seraient tenté, pour régler le problème, d'en faire des formations de type universitaire.

4- Nous souhaitons une redéfinition du statut des stagiaires.

Quand ce mouvement a-t-il débuté ? Existe-t-il une coordination nationale ? Quels liens entretenez-vous avec elle ?

Le problème est général. Dans d'autres régions, la situation est telle que beaucoup de personnes en formation ne trouvent pas de stage. Or, ne pas avoir de stage implique souvent des reports de formation.

Le mouvement est parti d'un centre de formation de la région parisienne (Montrouge) puis d'un centre de formation à Rennes, au début de l'automne 2013. Il s'est vite répandu dans toute la France et une coordination nationale s'est organisée. A Toulouse, le mouvement a démarré fin décembre, période où le centre de formation ERASME rejoint la coordination nationale. Début janvier, les centres de formation IFRASS et Saint-Simon ont à leur tour rejoint le collectif. Le mouvement est également soutenu par les assistantes sociales en formation.

Est-ce selon vous un choix de société ? Quelles répercussions ses mesures peuvent-elles avoir sur les personnes que vous allez aider ?

La situation actuelle découle précisément d'un choix de société ; celui de n'accorder de la valeur qu'à ce qui est rentable. L'Etat dépense un peu d'argent dans le secteur social pour limiter la misère et prévenir les émeutes, pour avoir prise sur des marges qui pourraient s'organiser. Dans le secteur médico-social on prend en charge des personnes handicapées pour soulager les familles et leurs permettre de rester dans le secteur productif.

Un autre choix de société serait de considérer qu'il y a de la richesse dans chaque personne. Que chaque personne doit pouvoir trouver sa place dans la société dans le respect des différences et la prise en compte des handicaps. Et qu'en partant de là on définisse les besoins et les budgets.

Ces manques de moyens peuvent-ils induire des inégalités entre les postulants au diplôme ?

Clairement oui. Les étudiants que la famille ne peut pas soutenir, sont obligés de travailler à côté. Le montant des bourses est trop faible et ils ne peuvent pas compter sur les gratifications.

D'ailleurs il arrive tous les ans que des étudiants arrêtent leur formation faute de financement. Une question incontournable de l'oral de sélection pour intégrer la formation est : *« Comment allez-vous vous financer ? »*... On est très loin de l'égalité des chances.

Comment vous organisez-vous pour prendre les décisions concernant l'organisation de la lutte ? Comment diffuser l'information ?

Localement, un collectif d'étudiants et de personnes en formation issus des 3 instituts de formation toulousains se réunit régulièrement pour organiser la lutte, diffuser l'information et préparer des actions. C'est un mouvement autonome. Toutes les décisions sont discutées en groupe et en lien avec la coordination nationale. Pour diffuser l'info, on fait avec les moyens du bord. Les premiers tracts ont été imprimés dans les centres de formation. Les infos sont aussi envoyées sur les emails de promo.

Quelles actions envisagez-vous pour obtenir gain de cause ?

Tout dépend du nombre de personnes qui vont s'impliquer dans le collectif de lutte. Pour l'instant, une manifestation réunissant des étudiants et personnes en formation venues de toute la France s'est déroulée à Paris fin décembre (des étudiants d'ERASME étaient présents). Une délégation (regroupant 4 étudiants ou personnes en formation des centres de formation ERASME, IFRASS et Saint-Simon) a été reçue par le Conseil régional qui finance les centres de formation pour connaître leur positionnement sur ces problèmes de stage. Une lettre a été envoyée aux ministres de tutelle (Mmes Touraine et Fioraso). On doit continuer de mobiliser et passer à la vitesse supérieure. Mais le choix des actions se définira ensemble lors des prochaines assemblées générales.

Quelles sont vos relations avec les organisations syndicales et autres « partenaires sociaux » ? Avec les formateurs ?

Le mouvement est autonome. On s'organise nous-mêmes. Les formateurs sont conscients du problème. Certains nous soutiennent.

Quelle est l'état de la mobilisation dans les autres régions ?

Certaines régions très tôt mobilisées s'essoufflent un peu. Mais d'autres régions rentrent dans le mouvement. Une réunion nationale se tiendra début mars à Bordeaux avec des représentants de chaque centre de formation en lutte. On en saura plus alors l'état des forces en présence.

NOTRE FEUILLETON «NATAIS » — QUINZIEME EPISODE

EXCLUSIF : LES PRUD'HOMMES DU GERS ETAIENT COMPETENTS MAIS ILS NE LE SAVAIENT PAS

Ça alors, pour une surprise, c'est une surprise ! Du moins pour le conseil de prud'hommes du Gers. Car pour nous, c'était comme enfoncer une porte ouverte.

Dans le conflit qui oppose la florissante entreprise de pop-corn Nataïs (un des principaux employeurs du département, leader européen du domaine) à de bien moins florissants salariés, plusieurs d'entre-eux, après avoir été licenciés à la suite d'une grève historique (la seule depuis la fondation !), ont bien été obligés d'aller devant les prud'hommes pour contester le traitement qu'ils avaient subi. Rien de plus classique en droit du travail… mais pas à Auch.

Arguant du fait que les salariés demandaient le respect de leur convention collective (celle dite de la biscuiterie), les prud'hommes d'Auch s'étaient déclarés incompétents (ce sont leurs propres termes) ! Du jamais vu probablement en France sur un conflit de cette nature ! D'autant qu'il n'y a aucun problème pour savoir quelle est la convention applicable : c'est celle de la biscuiterie, comme la CNT l'affirme depuis le début du conflit à l'encontre du patron et des autres syndicats (CGT et CFDT). Un arrêt de la Cour de cassation (excusez du peu) pris dans une affaire précédente similaireque le confirme avec une argumentation béton.

La Cour d'appel d'Agen vient maintenant de rappeler aux prud'hommes gersois que les petites affaires de Nataïs sont dans leur champ de compétence et qu'ils ont obligation de les juger (ce que nous affirmons depuis le début également) sous peine de se rendre eux-mêmes coupables de déni de justice.

NI FASCISME, NI REPUBLIQUE BOURGEOISE

Le 17 janvier, K. P., néo-nazi de 21 ans, venait tirer au fusil à canon scié sur des spectateurs-trices d'un concert de soutien à des sans-papiers. Deux personnes furent blessées par les plombs. Lundi 21, il passait en comparution immédiate.

Avant toute chose, nous souhaiterions dénoncer le rôle des médias. Il suffit de lire les trois articles de la Pravda locale, *« La Montagne »*, à ce sujet : le tireur aurait utilisé une carabine (il s'agit d'un fusil à canon scié), ce serait une querelle, pas un acte politique… Cet acte de terreur n'est évoqué que dans un article sur les comparutions immédiates... Le tireur n'aurait pas d'idéologie, vu qu'il n'appartiendrait à aucun parti... L'utilisation du terme *« extrême droite »* permet de ne pas utiliser ce dont il se revendique : le nazisme, et le fascisme.

Sans compter la différence de traitement : lors de l'occupation de la place de Jaude en septembre dernier, lors du procès de la militante arrêtée suite à notre évacuation par les CRS, lors du procès du militant MNCP... *« La Montagne »* prend toujours la version policière. Dès lors nous nous interrogeons : qui insuffle la peur ? Au delà de *« La Montagne »*, c'est la presse bourgeoise en sa totalité qui joue à ce jeu puant. A travers de tels articles, ce sont les groupes antifascistes et le soutien aux personnes en situation « d'étrangisme » qui sont visés.

Pour un procès annoncé comme *« non politique »*, c'était super fliqué... 10 flics dedans, 10 devant la porte, 10 dehors, plus des RG et des civils. Le procès passe en deuxième, il faut évacuer ça très vite. L'accusé a eu un parcours chaotique. Sa version est remplie de contradictions, sans aucune logique : *« C'est fait, c'est fait »*. Il refuse de s'excuser devant les deux blessé-es, bien que ses camarades ne soient pas venus dans la salle de procès. Il veut garder sa fierté mais refuse de divulguer ses idées.

Notons des éléments troublants : on nous explique qu'il n'avait pas l'intention de tuer, son casier judiciaire a « disparu ». Le procès a été bâclé, des témoignages et plaintes ont été refusés (pour ne pas « polluer l'enquête »), la plaque d'immatriculation de la voiture de ses complices ne sera jamais utilisée...

Cependant, nous pensons que ce n'est pas le tireur qu'il faut mettre en cause. La responsabilité revient au capitalisme. Avec un parcours comme le sien, comment se fait-il que le tireur se soit jeté dans l'idéologie nazie ? Le capitalisme a besoin de cela, de nous diviser entre exploité-es selon notre lieu de naissance, notre couleur... Or nous appartenons toutes et tous à la même classe. De plus, quand on voit qu'une ministre se fait traiter de *« guenon »* et que son propre gouvernement ne réagit pas, on comprend le sentiment d'impunité des fascistes.

Nous savons aussi qu'historiquement, *« La gauche est la salle d'attente du fascisme »* (L. Ferré). Banaliser les idées fascistes n'est qu'un outil, l'État veut réellement faire monter le fascisme.

Nous nous interrogeons : imaginons qu'un entarteur anarchiste s'en prenne au futur maire PS, que se passerait-il ? La presse parlerait de « terrorisme » ! Rappelons-nous que les accusé-es de Tarnac ont fait un an et demi de tôle... en préventive. Qu'en Espagne, deux compagnons de la CNT-AIT ont pris un an ferme pour... un piquet de grève. Que la répression s'abat de manière bien plus violente sur nos compagnons de l'ASI-AIT en Serbie, de la ZSP-AIT en Pologne...

Si l'antifascisme est une nécessité, reste à savoir comment. Localement, nous pensons que la solution n'est pas dans un collectif de cartels virant vers la social-démocratie, ni la version extrême gauche, testostérone et violence jusqu'à ce que ça dérape complètement... Il faut des luttes de classe victorieuses, autonomes.

Enfin, pour nous, anarchosyndicalistes, il est clair que la tôle ne résout rien et n'a jamais rien résolu. La prison n'éliminera rien puisque l'État ne va pas tuer ce qu'il engendre... Il faut abolir cette société capitaliste, autoritaire, qui a besoin du fascisme pour se maintenir en vie. Il faut reprendre la lutte des classes, sans le moindre compromis.

Syndicat des Travailleurs-euses et Précaires/CNT-AIT 63, 22/01/2014

UN POINT DE VUE PERSONNEL

Deux personnes ont reçu de la grenaille alors qu'elles étaient devant un local de Clermont-Ferrand. Le tireur était dans une voiture. Il est sûr qu'il a choisi à la fois le lieu (un squat connu), le type de manifestation (solidarité avec des sans-papiers) et qu'il a visé (deux personnes blessées, l'une à la face, l'autre aux jambes).

Dans un pays dénommé France, les dirigeants des grandes entreprises, ont un cynisme effrayant. Pour exemple, alors que la banque Daxia a pompé 6,6 milliards d'euros au budget français pour être renflouée, trois de ces dirigeants se sont augmenté les salaires de 50 % (soit des rémunérations de 340 000 et 450 000 euros par an !). La crise, provoquée afin d'accroitre le capital et les revenus de quelques-uns, laisse de nombreuses personnes sans repères. La société de consommation, longtemps promue par les « experts économistes », ne leur est plus accessible. La possibilité de comprendre non plus, tant la confusion entretenue par les médias, l'école et autres instances au service du Pouvoir est grande. Alors, certains se laissent aller à la haine de l'autre — forme extrême de la haine de soi — et passent à l'acte, renforçant ainsi le système tout en croyant être des *« anti-systèmes »*.

Le tireur a pris deux ans ferme.

Marie

« Il n'y a que deux voies pour la classe ouvrière, la Liberté ou la victoire des fascistes, qui veut dire la Tyrannie. Les combattants des deux côtés savent ce qui attend le perdant. Nous sommes prêts à mettre fin au fascisme une fois pour toutes, même malgré le gouvernement républicain. »

Buenaventura Durruti, 1936

LE MONDE DE LA COUPE

C'est bientôt la « Coupe du monde », et des milliers de gens se rassemblent joyeusement pour fêter la participation de leur équipe nationale au mondial organisé par le Brésil. D'autres pendant ce temps, dénoncent le gaspillage grotesque de ce nouveau mondial : 15 milliards de dollars, rien que ça !

Depuis mars 2013, au Brésil, de nombreuses manifestations ont lieu pour exiger des transports gratuits mais aussi contre les dépenses inutiles de ce mondial et contre les délogements que le gouvernement a imposés pour le préparer. Des comités populaires se sont créés, et les mouvements de protestation se sont organisés et développés en dehors des partis politiques (la « gauche » est au pouvoir là-bas aussi) et des syndicats (contrôlés par le pouvoir comme toujours). En juin, des millions de gens sont descendus dans la rue pour protester. Du jamais vu, du moins depuis longtemps, au Brésil.

Non, tous les brésiliens n'iront pas dans les stades soit par choix, soit par manque de moyens (vu les prix des billets).

A la place ils auront droit à des coups de matraques ou des lacrymogènes dans les yeux. Les matchs seront encadrés par des fourgons de police militaire et autres CRS locaux. Selon les dires d'un certain ministre : « Nous ne permettrons pas que des manifestations perturbent les événements que nous nous sommes engagés à réaliser »

Et dire que « la France » s'est qualifiée pour ce mondial de la honte, et que beaucoup sont sortis de chez eux pour fêter cette fausse victoire (je ne pense pas que l'on ait « gagné » grand chose !). L'amour du foot, nous disent les supporters, peut dépasser les frontières ; espérons que les luttes sociales en feront de même !

En tous cas, le savoir-faire de note chère police a traversé l'Atlantique, puisque en novembre dernier, quelques brigadiers sont allés faire part de leur expérience à leur collègues brésiliens (c'est ça, la solidarité étatique).

Mais bon, le monde de la Coupe n'en est pas à son premier coup d'éclat, et ce ne sera pas son dernier. Pour la prochaine coupe, en 2018 en Russie, 27 milliards seront dépensés et encore plus haut, encore plus fort, en 2022 au Quatar, 200 milliards ! Ah ! la crise, c'est dur... pas pour tout le monde

Précédemment, pour la coupe organisée en Afrique du Sud (2010) la construction de stades s'était faite après l'expulsion de milliers de familles. Le gouvernement ne voulait pas montrer la réalité des bidonvilles au côté d'un stade « Green Point » tout neuf. Ça faisait négligé devant les touristes qui aiment le football. Pour cacher la misère, au lieu de maisons et d'immeubles, c'est regroupés dans un camp appelé « Blikkiesdorp » que les pauvres ont étés parqués. Le mondial, disait la propagande officielle, était censé améliorer les conditions de vie, mais rien n'a changé. Toujours des promesses, et toujours les même résultats. La FIFA, qui ne s'oublie pas, quand à elle a gagné 4,2 milliards de dollars. Ne pas oublier que pendant cette coupe, nous avons vu certains footballeurs se mettre en grève, rien que ça, autour de l'un des leurs, un soi-disant « antisystème » plein de pognon, Nicolas Anelka. En octobre 2013, ce sont les clubs qui ont fait, à leur tour, de « l'antisystème » en refusant une taxe jugée trop excessive, pour leurs modestes budgets… des budgets qui leur permettent tout de même de payer des transferts de joueurs à 81 000 000 d'euros (Zidane, 2001), 96 000 000 (Ronaldo, 2009), 99 000 000 (Bale, 2013) et de verser des salaires annuels de 20 000 000 d'euros pour le N°1 par exemple ou de 12 000 000 d'euros pour le N°10. Après ça, ils peuvent pleurer sur les taxes ! Au total, une super équipe de football dispose d'environ 140 000 000 d'euros par an. Sans compter les bancs de touche, les arbitres, les soigneurs, les entraîneurs, les tenues, les directeurs, la FIFA, les ballons, les stades, les tondeurs de pelouse et autres...

Pour n'importe quel Etat, le social coûte trop cher, il faut faire sans cesse des économies supplémentaires, serrer la vis. Mais, pour endormir le peuple avec du spectacle, on peut dépenser sans compter. Et, pour le faire taire s'il se réveille, encore plus. Les moyens alloués à la répression ne sont jamais limités !

CE N'EST PAS LA PREMIERE FOIS

LES JEUX OLYMPIQUES DE LA HONTE

Ce n'est pas la première fois que les Jeux Olympiques sont ceux de la honte. Il y a eu les JO d'Hitler auxquels ont participé les « démocraties » (mais pas tous les sportifs : certains refusant carrément de s'y rendre). Il y a ceux de Mexico et ses massacres. Il vient d'y avoir ceux de Poutine et son homophobie criminelle. C'est que, nous disent les sponsors (Coca-cola, et autres Mac Do,…), les JO n'ont rien à voir avec la politique ni avec la sexualité. Ni avec le commerce non plus ? Pourtant, les sportifs sont des homosexuels comme les autres peut-on dire, ou du moins il y a autant d'homosexuels parmi les sportifs que dans la population générale. Que cela plaise ou non, c'est une vérité, en Russie comme ailleurs. Or, dans la Russie de Poutine, c'est interdit. L'argument (que nous avons entendu également chez les intégristes musulmans) c'est que « *ça n'existe pas chez nous* ». Yelena Isinbayeva, championne de la perche (hum, ce serait pas un équivalent d'exhibition phallique, cette assiduité à la perche ?) l'a exprimé en des termes aussi affirmatifs que ridicules : *« Nous nous considérons comme des gens normaux, conformes aux standards. Chez nous, les hommes vivent avec les femmes, et les femmes avec les hommes, c'est historique. En Russie, nous n'avons jamais eu ce genre de problèmes et nous n'en voulons pas à l'avenir »*. Pensez-vous ! Il y a toujours eu en Russie la même proportion d'homos, d'hétéros, de bi et de tout ce que vous voudrez que dans le reste du monde. La sexualité de l'espèce humaine, si elle peut être réprimée par des lois, est partout la même, tout simplement parce que nous sommes tous pareil. Penser qu'un comportement sexuel s'arrête à la frontière (surtout à des frontières qui ont connu d'aussi fortes variations que celles des pays de l'Est depuis une trentaine d'années) est d'un niveau de crétinisme... olympique.



ضد استغلال الرأسماليه
ضد قمع الدوله

عمال بيريللي يتصدون لتعنت المستثمر ص٢

العاملون بالإدارات الصحيه يتحدون دفاعا عن مطالبهم. ص٢

تحليل سياسي ص٣

الشيخ السلفي في مشروع النهضه

سرقة وعي العمال

الصراع ضد هوتشيسون بورت هولدينجز

الاشتراكيه التحرريه

Le Mouvement socialiste libertaire égyptien à vu le jour le 23 mai 2011, au lendemain de la révolution qui a balayé Moubarak.

Ses militants sont la cible d'arrestations et de campagnes de calomnie orchestrées par les médias aux mains de l'Etat et des Frères musulmans.

Malgré cela, le MSL mène d'intenses actions d'information : tracts, tags, pages internet, soutien aux grévistes, organisation de réunions de quartier et de rue, actions comme *« Brûlons la Constitution »* (qui a connu un grand écho)...

Ils cherchent à répondre à la question que tout le monde se pose en Egypte (*« Quelle alternative ? »*) en popularisant les concepts d'autogestion et d'auto-organisation.

Nous reproduisons volontiers certains de leurs textes afin que chacun connaisse mieux ce mouvement.

QUI SOMMES NOUS ?

Le Mouvement Socialiste Libertaire est une organisation communiste-anarchiste qui lutte pour une société sans classes, une société antiautoritaire, débarrassée de l'appareil répressif de l'Etat et du capital.

Nous sommes du côté des classes opprimées, des aspirations des revendications des ouvriers, petits agriculteurs, simples employés ; nous sommes du côté de tous ceux qui n'ont que leur force de travail à offrir et qui refusent d'être exploités.

Nous croyons à la démocratie, non pas à la démocratie parlementaire, mais à la démocratie directe, au système des comités de quartier, d'assemblées populaires, à l'organisation d'assemblées de délégués de villes et de villages qui seraient révocables à tout moment et qui n'auraient aucun pouvoir décisionnel, leur tâche consistant à transmettre les décisions prises collectivement dans les assemblées générales.

Nous sommes pour l'abolition de la propriété privée, nous nous opposons au monopole des moyens de production par le capitalisme, nous sommes opposés au travail rémunéré quel qu'il soit.

Nous sommes favorables à l'autogestion des unités.

Nous sommes favorables à l'autogestion des unités de production et des coopératives, et à la rotation des tâches, pour que les gens aient accès aux richesses du pays et pour répondre ainsi aux besoins de tous.

Nous sommes favorables à la formation d'unités de protection et d'autodéfense dans les quartiers, dont la gestion serait locale.

Notre projet de société s'articule avec les aspirations des classes opprimées, libérées des chaînes du capitalisme esclavagiste sur la base *« de chacun selon ses moyens à chacun selon ses besoins »*.

Origines de la révolution égyptienne

Beaucoup de mouvements politiques, de politiciens s'autoproclament « pères spirituels » de la révolution égyptienne. Ils martèlent sans cesse qu'ils en sont les initiateurs. Tout cela n'est qu'un tissu de mensonges. Nous connaissons tous le rôle indéniable des grèves successives des ouvriers et travailleurs égyptiens qui ont mené, des années durant des luttes contestataires acharnées, notamment :

- la grève des cheminots et ouvriers du Kafr-El-Kebir de 1984,
- la grève des travailleurs d'Isko de 1986,

• la grève des travailleurs du *« Métro & Tunnels »* de 2002,
• la grève des ouvriers du textile de Mahala El-Kebir en 2006,
• la grève héroïque des employés des impôts fonciers de 2007 et toutes celles qui ont suivi.

Toutes ces actions ont constitué le terreau de la révolution. La révolution, avec plus de 500 grèves a fait trembler le régime et a abouti à la chute de Moubarak.

Cette révolution est celle des ouvriers, paysans, travailleurs, simples employés, qui ont su transmettre la lutte de génération en génération. Prolétaires égyptiens, ne les laissez pas vous voler votre révolution. Les fruits de la révolution ne sont pas au rendez-vous car ce n'est pas fini. La lutte doit continuer car la répression continue de plus belle contre les manifestants, les grévistes dont les actions sont criminalisées par le ministre de l'intérieur : des dizaines d'arrestation ont eu lieu pour trouble à l'ordre public, incitation à la grève, attroupement illégal et vandalisme.

Quand aux patrons, appuyés par l'appareil d'Etat, ils menacent de licencier les grévistes et les syndicalistes indépendants. La multinationale Pirelli, basée en Italie, a procédé au licenciement de 300 intérimaires, au gel des salaires. Elle menace de fermer purement et simplement les usines « si nécessaire ». A noter que Pirelli ne respecte même pas les lois en vigueur en Egypte et n'a jamais été inquiété pour quoi que ce soit. Il en est de même pour l'entreprise des mines d'or Sukri et pour l'entreprise nationale de métallurgie Sawirs. Ajouté à cela, les nouvelles lois répressives, restrictives sur les libertés et les droits des travailleurs, passées en catimini par les Frères musulmans au pouvoir, renforcent encore plus le capitalisme et l'impunité des patrons voyous.

Nous appelons à la solidarité tous les travailleurs, quel que soit leur domaine, nous les appelons à briser l'isolement dans les entreprises et à s'associer aux autres mouvements ouvriers, à se serrer les coudes quand l'un d'entre eux est menacé.

Nous sommes une force incroyable, mais nos divisions nous rendent fragiles et inefficaces.

Arrachez vos droits des griffes des pilleurs et criminels qui vous exploitent !

NOTE SUR LES DEBUTS DE L'ANARCHISME EN EGYPTE

L'anarchisme existe en Egypte depuis environ 140 ans. Il est apparu avec l'arrivée d'ouvriers italiens et grecs, appelés pour faire tourner les usines égyptiennes, les hommes d'affaire préférant confiner les agriculteurs locaux dans la production de coton, produit très prisé par les occidentaux, d'où l'importation de main d'oeuvre étrangère (NDLR : européenne en l'espèce !).

La main d'œuvre italienne et grecque travaillait dans des conditions lamentables. Progressivement, ces travailleurs se sont fondus dans la société égyptienne. Ils représentent les pionniers de la classe ouvrière égyptienne actuelle. Le premier syndicat de travailleurs a vu le jour en 1872 sous le nom d' *« amicale des travailleurs »*, à l'initiative de travailleurs grecs, et en 1877 le premier journal anarchiste (*« Les travailleurs »*) était publié à Alexandrie, en italien.

En septembre 1878, Enrico Malatesta, anarchiste italien, étant contraint de fuir l'Italie pour échapper à la police, s'installe en Egypte ou il trouve une dynamique chez les travailleurs italiens. Il participe même à une manifestation devant le consulat italien d'Alexandrie pour protester contre l'arrestation de plusieurs anarchistes.

En 1882 éclate la première grève des travailleurs contre l'entreprise du canal de Suez à Port- Saïd. Les anarchistes y sont présents en masse. La même année, le président de l'association des travailleurs italiens d'Alexandrie adresse une lettre aux révolutionnaires égyptiens, ayant à leur tête Sami Pacha Baroudi, dans laquelle il exprime l'appui total des travailleurs italiens à la révolution arabe contre le colonialisme.

En 1884, publication du journal anarchiste *« La question sociale »*, toujours en italien. En 1890, l'Etat interdit les actions syndicales en Egypte. Les travailleurs répondent à cette provocation par l'augmentation des actions syndicales.

Le 18 mars 1894 : parution du journal *« L'Etoile »*. Un travailleur grec est arrêté pour distribution de tracts anarchistes. Publication du premier texte fêtant l'anniversaire de la Commune de Paris de mai 1871, se terminant par les mots *« Vive l'anarchie »*.

En 1849 : importante grève des travailleurs du canal de Suez et fondation du premier syndicat de la chaussure en Egypte, grâce aux militants anarchistes dont Saklaridis Yanakakis.

En 1899 éclate une forte grève des travailleurs du tabac. Les anarchistes sont massivement présents. Parmi eux, l'égyptien Mohamed Sentiki et l'anarchiste juif égyptien Salomé Goldenberg.

BRAS DE FER CHEZ PIRELLI

Le 10 juin 2012, les quelques 1 200 travailleurs du géant du pneumatique Pirelli débrayent et se mettent en grève illimitée pour réclamer une amélioration de leurs salaires, une prime de 10 % sur les profits et la réintégration de leurs collègues licenciés en toute illégalité. Un communiqué des travailleurs est adressé à la maison mère basée en Italie, communiqué qui reste lettre morte. Pirelli (...) accuse les travailleurs de vandalisme, dégradation et pillage de leur usine. Les travailleurs ont répondu (...) que l'arrêt de l'activité dans leur usine est due aux coupures d'électricité et d'eau par la Direction elle-même (...). En réponse, Pirelli licencie 5 grévistes et 3 syndicalistes indépendants, gèle les salaires, le tout avec menace de fermeture de l'usine (...). La grève a obligé Pirelli a céder partiellement aux revendications. Les grévistes licenciés ont été réintégrés, mais la bataille continue. D'autres grèves sont d'actualité.

Travailleurs des administrations du secteur de la santé unis pour leurs droits

Le deux octobre 2012, les grévistes des administrations du secteur de la santé d'Alexandrie ont affiché une solidarité sans faille. Malgré le silence assourdissant des médias, ils étaient là, intérimaires, employés de bureau, ingénieurs et simples salariés, unis pour leurs droits devant le siège de la direction.

Le lendemain, ils ont rejoint leurs collègues intérimaires du ministère de la Santé pour un sit-in devant le siège de la direction de la Santé d'Alexandrie, banderoles et pancartes à la main pour soutenir leurs collègues.

Leurs revendications :

• alignement du cadre spécial des employés de l'administration de la santé sur celui des médecins,

• titularisation de tous les intérimaires,

• augmentation de la prime de fin de contrat et alignement sur les primes des autres ministères,

• salaire minimum garanti pour tous,

• dissolution du syndicat des travailleurs du ministère de la santé,

• établissement d'un cadre pour les ingénieurs et fonctionnaires du service juridique de la santé selon le nombre d'années d'étude,

• avantages et primes de rendement de 30 % à tous les salariés et non pas seulement à la Direction et autres hauts responsables,

• application de la décision du ministre de la santé (loi numéro 240) qui leur est favorable.

Les travailleurs restent déterminés et combatifs. Ils appellent leurs collègues des autres villes à être solidaires avec leur mouvement et les invitent à constituer un syndicat indépendant pour continuer la lutte.

Le paysan égyptien, un anarchiste qui s'ignore

En observant le paysan égyptien, on se rend compte qu'il est fondamentalement anarchiste. Par exemple, tous les villageois participent à la récolte des uns et des autres. Même procédé pour l'arrosage. Tout le village participe à l'achat des tracteurs et autres machines agricoles, d'autant plus que les parcelles sont petites. Il n'est donc pas nécessaire de posséder des machines à titre personnel. De là naît la solidarité spontanée, l'autogestion et l'auto-organisation ; car chaque individu a besoin de l'autre et cela s'applique aux problèmes qui sont résolus à l'amiable après concertation collective du comité de village, sans avoir recours aux autorités.

L'agriculteur égyptien pourrait mener une vie paisible, si ce n'était le bras de fer que lui imposent les capitalistes, les spéculateurs, les bourgeois, les bureaucrates et la Banque du développement agricole et de l'association des coopératives agricoles. Toutes les institutions sont les ennemis des agriculteurs. Les intérêts des crédits bancaires sont exorbitants, la spéculation sur le matériel agricole bat son plein. Tout est détourné vers le marché noir pour asservir l'agriculteur et le spolier.

A PROPOS DE LA SITUATION EN UKRAINE

COMMUNIQUÉ DE LA KRAS - SECTION DE L`ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS DE LA RÉGION RUSSE (MOSCOU, 27 JANVIER 2014)

En Ukraine, la lutte pour le pouvoir entre deux factions rivales de l'oligarchie bourgeoise, implique, malheureusement, de grandes parties de la population. La confrontation a pris un caractère brutal qui s'est accompagné de pertes en vies humaines. Les anarchosyndicalistes ne peuvent appuyer aucun des deux secteurs belligérants car ils sont tout aussi hostiles au régime de Yanukovych — avec ses politiques économiques néolibérales, ses lois répressives qui criminalisent la protestation (dont les piquets de grève et des activités libres sur internet) — qu'à « l'opposition » dont le ton est donné par les libéraux, nationalistes et des groupes ouvertement nazis. Les deux camps sont également conservateurs, nationalistes. Dans le fond, aucune différence réelle n'est perceptible entre les deux, ni sur le plan socio-économique, ni même en politique intérieure ou étrangère. Ni la soumission à l'Union européenne, ni la soumission à l'oligarchie russe ne résoudront les problèmes des travailleurs ukrainiens. Au surplus, la victoire d'une fraction ou l'autre de la bourgeoisie — qui est dans l'esprit de garder le pouvoir ou de le conquérir — pourrait bien conduire les travailleurs à un désastre encore plus important.

Nous considérons comme légitime la résistance des travailleurs contre les politiques néolibérales et contre le gouvernement dictatorial de Yanukovych. Mais, pour notre part, nous considérons inacceptable une quelconque participation dans des mobilisations aux côté d'une « opposition » nationaliste, bourgeoise et ouvertement fasciste. Nous encourageons les groupes libertaires et activistes d'Ukraine à agir de façon autonome sur leurs propres mots d'ordres et revendications socio-économiques et à les défendre au moyen de la résistance ouvrière et de la lutte sociale révolutionnaire.

SECRETARIAT DE L'AIT (VARSOVIE, 26 JANVIER 2014)

De son côté, dans un communiqué, le secrétariat de l'AIT — qui reprend largement l'analyse de la KRAS — dénonce fermement la répression et la violence utilisées, aussi bien par les agents de l'Etat que par les nervis protégeant les intérêts de certains.

Vis-à-vis de l'Union Européenne présentée comme la « solution » par certains ukrainiens, l'AIT souligne en particulier que la politique néo-libérale conduite par ce conglomérat d'Etats est loin d'amener à des avancées sociales pour les travailleurs. Bien au contraire, pouvons-nous ajouter : c'est l'austérité, une régression planifiée qui nous est imposée par les technocrates de l'UE avec plus ou moins de cruauté selon les pays. Les populations grecques, espagnoles, portugaises en font la triste expérience, et la situation de la population française commence à ne pas être beaucoup plus brillante.

AUSTRALIE

Lors du dernier congrès de L'AIT, le groupe anarchosyndicaliste australien a été accepté pour faire partie de l'Internationale. Nous saluons l'entrée de ces nouveaux compagnons et leur souhaitons de réussir dans leur action. Après le congrès, nous avons reçu la visite d'un des délégués australien dans notre chère ville rose. Outre un moment de franche camaraderie le compagnon à pu nous dresser un rapide constat de la situation de la société et du mouvement anarchiste local.

LA SITUATION SOCIALE

Comme partout ailleurs le climat social australien semble plutôt morose. L'Etat cherche à casser les organisations syndicales afin de favoriser les entreprises et leur offrir un monde du travail débarrassé des « contraintes » liées aux luttes revendicatives des travailleurs. Pour ce faire, la stratégie adoptée a été de s'attaquer en premier lieu aux syndicats les plus combatifs afin de préparer le terrain. Dès lors il a été facile de démanteler les autres structures afin de les remplacer par des syndicats fantoches qui servent uniquement les intérêts du capitalisme. Pour exemple, un des syndicats de la grande distribution (l'Australie n'a pas de secteur industriel important, les travailleurs sont surtout dans les secteurs des services et de la distribution) vous inscrit d'office dans son organisation à la signature de votre contrat de travail, prélevant la cotisation sur votre paye sans que vous soyez ni consulté ni même informé. Et ce syndicat n'est pas très actif pour défendre les travailleurs, c'est le moins qu'on puisse dire puisque sa seul activité est de signer des mesures coercitives contre eux...

On s'en doute, les mouvements sociaux ne font pas florès en Australie. Tout comme en France la situation est très calme et les gens acceptent sans broncher toute nouvelle attaque du capitalisme et de l'Etat.

LE MOUVEMENT LIBERTAIRE

Comme nous l'avons indiqué, l'Australie compte désormais un groupe anarchosyndicaliste affilié à l'Association internationale des travailleurs. Cependant ce n'est pas le seul groupe anarchiste ou libertaire sur le territoire. Il existe également un groupe des IWW (Industrials workers of the word), un groupe plate-formiste (équivalent du groupe Alternative libertaire en France), des insurrectionnalistes pas très nombreux.

Malheureusement, comme partout, la confusion règne dans les esprits, même dans ceux des libertaires. Le compagnon australien nous a fait part, à titre d'exemple, d'une anecdote assez symptomatique. Il discutait avec des libertaires qui étaient d'accord avec lui sur le fait que le système représentatif est un leurre et qu'il est impératif de refuser de le cautionner en allant voter. Ces personnes ont même affirmé cette position dans leur communication organisationnelle. Quelle fut donc sa surprise lorsqu'il se rendit compte que cette même organisation appelait à voter lors des élections suivantes... ce qui rappelle l'attitude de certains anarchistes français qui vont même jusqu'à se présenter sur des listes électorales. Notre compagnon nous à aussi indiqué que son organisation se heurte à d'autres compromissions de ce type de la part du mouvement libertaire local, mais qu'elle entend pour sa part défendre les principes anarchistes et ne compte pas faire de compromis sur le sujet.

Günther Anders :

La critique de la société des experts est un des thèmes récurrents des articles d'*Anarchosyndicalisme !* – qu'il s'agisse d'experts en économie, en techniques de tous genres, tout autant que d'experts en politique et questions sociales. Autrement dit, au fond, critique de la technocratie, dénonciation d'une situation anti-démocratique dans laquelle les individus sont dépossédés du pouvoir de prendre les décisions qui les concernent – décisions qui ont trait à rien de moins qu'à notre vie ou à notre mort par exemple dans le cas qui sera traité ici, celui du nucléaire. Toutes situations que l'on ne peut pas abandonner à des incompétents ou des aveugles dans le meilleur des cas, des mégalomanes inconséquents dans le pire des cas, – ce qui n'est pas improbable lorsqu'on sait que le pouvoir donne un sentiment de toute-puissance, et surtout si l'on n'oublie pas que les bombes ont déjà été utilisées, sans parler des désastres les plus récents du nucléaire civil.

Günther Anders est un philosophe qui s'est spécialisé dans le militantisme anti-nucléaire et dans la critique de la technique. Sa philosophie s'inscrit dans cette thématique de la critique de la société des experts, en apportant un éclairage nouveau parce qu'elle l'aborde sous un angle qui est inhabituel pour nous : celui de la morale.

Une bonne façon d'entrer dans sa pensée est de commencer par l'exemple – Anders dit le « modèle » – du « pilote d'Hiroshima » avec lequel il a correspondu durant deux années.

Philosophe de la catastrophe et de l'aveuglement devant la catastrophe, Günther Anders est en premier lieu – avant ce qui lui a valu, à côté de beaucoup d'autres, son succès comme « critique de la technique » –, quelqu'un qui déclare qu'il a construit sa pensée parce qu'il y était poussé par les événements de son temps. Les trois chocs fondamentaux du vingtième siècle lui font abandonner la philosophie universitaire allemande et le vouent au militantisme : d'abord la première guerre mondiale, dont il voit de très près les ravages lors de son enfance, mais surtout Auschwitz, « fabrication » de cadavres à l'échelle industrielle, au rendement capable de « traiter », comme disaient les nazis en « langage technique », jusqu'à 25 000 personnes par jour, puis ce qu'il voit comme le degré ultime du meurtre de masse impersonnel, quelque chose de « pire » dans l'ordre du monstrueux que ce qui s'est fait à Auschwitz, 200 000 personnes tuées en une fraction de seconde, Hiroshima, suivi de Nagasaki, pour rien.

La fonction du langage technique des nazis qui « traitaient » de la matière humaine, ou qui « accordaient une mort miséricordieuse » (dixit Hitler), c'était

La morale avec « le pilote d'Hiroshima »

d'anesthésier les exécutants, d'assécher leurs cœurs, de déposséder ces hommes de leur sensibilité de sorte que la « tâche » pouvait être accomplie, autant que possible, comme si de rien n'était. Le résultat est le même avec le meurtre de masse qui se commande à distance : il est plus « facile » de supprimer d'un seul coup 200 000 personnes, une ville, un village, un campement, ou tout un immeuble comme cela se fait aujourd'hui au moyen de drones commandés tranquillement depuis le sol américain, que de tuer un seul homme en le regardant dans les yeux. Les pilotes d'Hiroshima ont accompli une « mission de routine ». Ils avaient bien vu quelques photos de champignons atomiques, mais c'était encore trop vague, trop théorique. Ils ont exécuté leur tâche de manière automatique : il leur était impossible de *prendre la mesure de ce qu'ils étaient en train de faire*, impossible d'anticiper en imagination l'énormité des conséquences étant donné le caractère habituel, presque anodin, de leurs gestes au cours de leur mission. Ce décalage entre les effets que l'on est capable de produire et la capacité de nous en faire une image, Günther Anders l'interprète comme étant la caractéristique principale de notre époque et la racine du monstrueux. Si l'on ne peut plus se représenter ce que l'on est pourtant en train de faire, la conséquence est que l'on ne peut plus se hisser au niveau de la conscience de nos responsabilités. Et c'est ainsi que les choses se font, y compris – et surtout – les pires choses. Ce qui fait défaut, c'est l'imagination. Le produit exemplaire de cette situation, c'est ce qu'il appelle la figure du « coupable sans faute », qui se trouve dans l'incapacité de se rendre responsable de ce qu'il fait (bien qu'il le soit) parce qu'il est instrumentalisé, réduit au rang de simple rouage.

Pour la première fois en juin 1959, Günther Anders entre en contact avec Claude Eatherly, l'homme qui, connu pour avoir été « le pilote d'Hiroshima », a refusé de se faire ainsi déposséder de sa responsabilité, et de sa culpabilité – que les psychiatres appelaient « complexe de culpabilité » c'est-à-dire sentiment injustifié de culpabilité, continuant par là de lui refuser sa souffrance. Claude Eatherly est présenté par Anders comme l'anti–Eichmann, ce bureaucrate de l'anéantissement, qui déclarait précisément « en toute honnêteté », « n'avoir été qu'un outil », « rien d'autre qu'un simple rouage dans la machine de la terreur », bref : « ne pas être coupable comme on l'en accuse ». Anders ajoute à cela que les arguments d'Eichmann sont d'autant plus atroces qu'ils ressemblent aux arguments que nous utilisons, en tant qu'hommes de masse, lorsque nous produisons et consommons des objets qui participent toujours davantage à notre autodestruction. C'est pourquoi, c'est aussi de nous que parle Eichmann. Claude Eatherly est celui qui dit, contre Eichmann (c'est ainsi qu'Anders l'interprète, ce sont ses termes) : *« Si nous pouvons devenir aussi atrocement coupables en n'étant que de simples rouages, alors nous devons refuser d'être transformés en de tels rouages ».*

Eatherly n'était pas, en vérité, le « pilote d'Hiroshima » qui a lâché la bombe, celui-là ne s'est jamais repenti, et n'a jamais refusé de se faire acclamer comme un héros. Il était le pilote de la mission de survol de la ville, chargé d'examiner entre autres choses les conditions météorologiques pour le largage de la bombe. Eatherly est celui qui a dit : *« Allez-y ».*

Dans un premier temps, il tente d'oublier, de mener une vie normale avec son épouse, une starlette hollywoodienne, la belle image en plein jour. Mais la nuit, l'ex-pilote était toujours tourmenté par des visages et des cauchemars. Quelques verres suffisent d'abord à soigner la dépression et quelques pilules à éloigner les insomnies. Très vite ces remèdes de fortune se montrent insuffisants. Il voit dans ses rêves les visages agonisants de ceux qui étaient dévorés par le feu infernal d'Hiroshima. C'est à cette époque qu'il commence à expédier à destination du Japon et d'Hiroshima des billets de banque et des lettres dans lesquelles il se condamne ou cherche à se trouver des excuses. Il tente de se donner la mort en 1950, ce qui lui vaut sa première hospitalisation dans un hôpital militaire dans le service des aliénés. Un plan se forme alors dans son esprit : il veut combattre l'Amérique qui vient de se donner pour président un général de la Seconde Guerre, et il veut la combattre en faisant tomber le vertueux héros de guerre, il veut le compromettre et le mettre à nu, en commençant par lui-même, le « héros d'Hiroshima ». Il cherche donc à se faire condamner. Il comparaît dans un premier temps devant un tribunal civil pour avoir détourné un chèque d'un montant dérisoire ; il est condamné à neuf mois, sans avoir l'occasion d'ouvrir la bouche. Son affaire suivante fut un hold-up, qui s'est terminé par un non-lieu après que son avocat eut déclaré que son client n'était pas responsable de ses actes et qu'il avait accepté de suivre un traitement dans un hôpital. Il se retrouve à nouveau interné dans le même hôpital militaire. Il ne fut pas catalogué comme criminel, comme il l'avait espéré, et ne reçu pas la « punition » qui l'aurait soulagé du fardeau de la culpabilité. Nouvelle tentative de suicide. Le médecin-chef décrit ainsi son état : *« Un cas incontestable de transformation de la personnalité. Patient dépourvu de tout sens de la réalité. Complexe d'angoisse, tension nerveuse croissante, émotions émoussées, hallucinations ».*

Les tourments de sa conscience sont donc balayés parce qu'ils sont transférés dans le domaine pathologique. La sensibilité dont il fait preuve, en se distinguant par là de ses semblables – qui eux continuent de vivre comme si de rien n'était, heureux dans l'oubli du passé – est interprétée comme une *« absence de stabilité émotionnelle ».* Anders, qui fut le seul à lui fournir un soutien moral, à l'aider à sortir de sa prison psychiatrique, à le conseiller dans son combat contre l'armement nucléaire, dit au contraire : ce qui est « normal », c'est de se comporter de manière anormale dans une situation anormale ; et ce qui est anormal, c'est de continuer comme si de rien n'était, dans une situation anormale.

Entre 1954 et 1959, Eatherly connaît une vie monotone et tourmen-

tée, tiraillée entre les cours de justice et la clinique psychiatrique. Il commet des actes de gangster amateur, qui attaque les caissiers sans leur dérober l'argent, qui fait irruption dans les bureaux de poste sans s'emparer de la caisse. Eatherly atteint tout de même l'objectif qui consistait à attirer l'attention du public sur son cas, mais comme le « pilote fou d'Hiroshima ». Il voulait susciter l'indignation chez ses semblables et il arrive seulement, tout au plus, à éveiller leur pitié. C'est donc au printemps 1959 que le philosophe viennois Günther Anders tombe sur un reportage qui lui est consacré, publié dans un magazine d'actualité américain.

S'engage à partir de cet instant la correspondance entre les deux hommes, importante à deux égards :

D'abord, la critique de cette situation – qu'Anders élargit à notre époque tout entière – dans laquelle les individus sont réduits au rang de simples rouages, signifiant la mort de la morale classique puisque nous sommes tous des coupables sans faute, à l'image de Claude Eatherly (décalage entre notre capacité de production et notre capacité de représentation).

Ensuite parce qu'elle offre un exemple particulièrement émouvant de la façon dont un esprit clairvoyant, un ami chaleureux et compréhensif, peut apporter la paix intérieure, une sérénité, à un homme torturé, lui redonner un espoir et un but, là où les médicaments échouent, et là où les neuropsychiatres ne voient que « complexe de culpabilité ».

Dans la première lettre de Günther Anders, on peut ainsi lire ce qui est le thème central de toute sa philosophie, qui est plus une pensée de la morale qu'une critique de la technique en tant que telle : *« Nous nous sommes donnés pour tâche quotidienne d'ouvrir une voie au cœur des problèmes moraux qui entravent la route de l'humanité aujourd'hui. La "technicisation" de notre être : le fait qu'aujourd'hui nous puissions être, sans le savoir et indirectement, telles les vis dans une machine, utilisés dans des actions dont les conséquences dépassent notre vue et notre imagination, et que, puissions-nous les imaginer, nous n'approuverions pas – ce fait a transformé les fondements mêmes de notre existence morale. Ainsi, nous pouvons nous retrouver dans la peau d'"innocents coupables", une situation qui ne s'est jamais produite au cours des siècles techniquement moins avancés de nos pères ».*

Être moral aujourd'hui signifie soit être à la hauteur de nos actes soit refuser toute situation qui nous retire la possibilité d'être à la hauteur de nos actes. C'est lutter contre la « division du travail » en matière de morale, à l'encontre des scientifiques qui ne sont responsables de rien, dont la recherche est censée rester neutre, hors du champ de la morale, ou des sportifs qui surtout ne s'occupent pas de politique, à qui il ne faut surtout pas parler du boycott de certains Etats quasi–totalitaires, mais aussi de toutes les situations de consommation courante qui impliquent cette division, qui font qu'on s'occupe de morale à heures fixes sans se poser de questions la plupart du temps. Exiger de pouvoir être en maîtrise de ce que nous faisons, quant à la finalité de ce que nous faisons et produisons, et quant à la manière dont on le fait, donc refuser le fonctionnement d'une société dans laquelle les préoccupations morales deviennent désuètes, telle est la proposition de Günther Anders.

Dans sa réponse, première lettre que Claude Eatherly adresse à Anders depuis sa prison psychiatrique (il y restera enfermé jusqu'au terme de cette correspondance, deux années durant, malgré ses demandes de libération), on peut lire ce propos assez stupéfiant de la part de l'ex–major de l'armée américaine qu'il est :

« Tout au long de ma vie d'adulte, j'ai toujours été vivement intéressé par les problèmes touchant au comportement humain. Bien que n'ayant été, je l'espère, en aucun cas un fanatique religieux ou politique, je suis convaincu depuis quelque temps que la crise que nous traversons tous appelle un profond réexamen de l'ensemble de nos valeurs et de nos engagements. Dans le passé, il a parfois été possible pour les hommes de vivre "en roue libre", sans se poser trop de questions essentielles sur leur façon de penser ou d'agir – mais il est dorénavant clair que cette époque est révolue. Je pense au contraire que nous approchons à grands pas d'une situation dans laquelle nous serons obligés de réexaminer notre désir d'abandonner la responsabilité de nos pensées et de nos actions à des institutions telles que les partis politiques, les syndicats, l'Eglise ou l'Etat. Aucune de ces institutions ne semble adaptée pour donner des conseils infaillibles sur des questions morales et il est nécessaire de remettre en cause leur prétention à offrir de tels conseils ». Ainsi commence la correspondance entre Günther Anders et Claude Eatherly.

L'industrie cinématographique hollywoodienne n'a pas été en reste dans la tentative d'étouffement de la parole de Claude Eatherly : on lui propose, au moment de son internement psychiatrique, de participer à la mise en scène du *« héros repentant d'Hiroshima devenu fou »*, et on lui demande d'écrire sa biographie. Il refuse alors de se faire ainsi déposséder, une nouvelle fois, de sa conscience. Ce sont donc tous les pouvoirs, qui ont cherché à pervertir la voix de la conscience morale d'Eatherly, jusqu'à la manœuvre qui a consisté à le placer dans le quartier le plus isolé de l'asile - ce qui interrompt la correspondance pendant quelques mois – avec les grands malades pour seule compagnie, comme pour le rendre réellement fou.

C'est à lire, sous le titre *« "Hors limite" pour la conscience »*, avec les œuvres anti–nucléaires d'Anders – qui sont plus que du militantisme anti-nucléaire – et avec ses œuvres plus philosophiques que sont *« Nous, Fils d'Eichmann »*, et *« L'Obsolescence de l'Homme »*, tomes 1 et 2, qui sont plus que des critiques de la technique : une réflexion sur la morale dans la société contemporaine.



UNE PENSEE PRIMITIVE

Le primitivisme est un courant de pensée contemporain prônant un « retour à la nature » et adressant une vive critique au progrès de la science et de la technologie. Séduisantes en apparence, les idées développées par les penseurs primitivistes sont réactionnaires et mensongères. Le but de ces charlatans étant plus de manipuler les gens que de les pousser à se battre pour leur liberté.

Afin de dresser un rapide portrait de la mouvance primitiviste, nous allons nous centrer sur deux auteurs au travers d'extraits de textes, que je vais citer un peu longuement, critiquant leurs publications et méthodes.

Le premier est John Zerzan, primitiviste américain auteur de plusieurs ouvrages. Voici ce qu'en dit, fort justement, la brochure *« John Zerzan et la confusion primitive »*[*1] :

« [...] *A partir de […] quelques données de base, on peut déjà apercevoir les manipulations opérées par Zerzan. Au vu des nombreuses citations auxquelles il a recours dans ses articles, on ne peut le soupçonner d'être ignorant du sujet dont il parle. Les omissions, ou plutôt le choix qu'il fait de certaines théories au détriment d'autres marquent donc une volonté délibérée de sa part. Zerzan veut dresser un tableau idyllique des débuts de l'humanité : il va donc rechercher les éléments qui vont lui permettre de dresser ce tableau.*

Il importe d'abord à notre idéologue de faire remonter l'humanité le plus loin possible, et ce pour une raison précise : plus l'homme évolue vers sa forme "moderne", plus les éléments montrant l'existence de ce que Zerzan nomme "aliénation" (pratiques artistiques et religieuses, langage articulé, sens du temps et du projet, etc.) deviennent incontestables. Il lui faut donc se tourner vers les moments les plus archaïques de l'évolution humaine. Les Néanderta-liens même (300 à 400 000 ans) lui paraissent un peu trop "cultivés". Il ira donc chercher ses exemples de préférence chez les tous premiers humains, les fameux Homo habilis. Mais même cette solution pose pas mal de problèmes. Zerzan s'en sortira au prix de contorsions intellectuelles à la limite de l'honnêteté.

Il annonce d'ailleurs lui-même ce que sera sa méthode au début de "Futur Primitif" : après avoir émis des réserves de bon aloi sur la science séparée, il consent à reconnaître que ce qu'il appelle avec mépris la "littérature spécialisée", c'est à dire scientifique, "peut néanmoins fournir une aide hautement appréciable". Et qu'est ce qui d'autre "pourrait" nous la fournir, cette "aide", à moins de devenir nous-mêmes archéologues, c'est-à-dire tenants de l'affreux savoir séparé ? S'imagine-t-il que les premiers hommes vont ressusciter pour venir nous raconter comment ils vivaient ? L'archéologie est la seule source disponible pour qui veut savoir ce que fut l'humanité des premiers temps. Et donc, quoi qu'on puisse en dire par ailleurs, nous sommes obligés de raisonner à partir de ses découvertes. Elle n'est pas une "aide", elle est tout ce que nous avons.

Mais pour Zerzan, les découvertes scientifiques ne sont qu'un moyen de développer son idéologie. C'est pourquoi il entend aborder la science "avec la méthode et la vigilance appropriées", et qu'il se déclare "décidé à en franchir les limites". En clair, il ne tiendra aucun compte de ce qui le gêne, se réservera le droit d'utiliser l'argument de l'autorité scientifique (avec, il faut le noter, plus de certitude que les scientifiques eux-mêmes) lorsque cela lui conviendra, et de le rejeter lorsqu'il aura cessé de lui convenir. C'est là l'essentiel de la "méthode" de Zerzan, qui se retrouve dans tous ses textes. Il s'agit d'instrumentaliser la science, qui, parce qu'elle n'est qu'une institution culturelle, ne peut jamais être objective, et doit donc être prise comme telle. C'est là une vieille conception de l'activité scientifique mise au service d'une idéologie, que les braves docteurs Lyssenko et Mengele[*2] *illustrèrent brillamment au cours du siècle passé. […]* »

Cet extrait nous montre que Zerzan a une vision floue, élastique, à géométrie variable pour tout dire, de ce qu'est un homme primitif. Dès lors il n'est pas étonnant que les tenants du courant primitiviste soient plutôt malhonnêtes et confus, n'hésitant pas à déformer les faits pour les faire entrer dans leur grille d'analyse. Ces auteurs n'hésitent pas à faire appel à des concepts aussi nauséabonds que l'essentialisme ou le sexisme. Leur démarche autoritaire et le mépris des gens « du commun » est aussi un de leurs traits caractéristiques. Voici par exemple ce que l'on peut dire sur ce plan dans les thèses de Kaczynski[*3], l'autre auteur primitiviste de référence dont l'idéologie a deux facettes :

« […] *La version élaborée pour les gens intelligents réfléchis, rationnels, globalistes, ils ont plein de ressources et influencent les autres. Une version simplifiée pour la majorité réfractaire à la réflexion* ». D'après Kaczynski, *« […] l'histoire est faite par des minorités. Quant à la majorité, il suffit de lui faire prendre conscience qu'une nouvelle idéologie existe et la lui remettre fréquemment en mémoire. Reste souhaitable d'obtenir le soutien de la majorité, quant elle n'affaiblit pas les révolutionnaires*[*4]. » Les thèses de Kaczynski constituent donc bien une *« […] idéologie autoritaire ou dictatoriale [qui] divise la société entre la minorité intelligente, instruite, dirigeante, et la masse des ignorants, soumis, veules etc. La masse ne sert que de soutien, car aucun système ne dure, et la minorité ne peut conquérir le pouvoir, sans un appui de ou dans la masse. Une fois l'ordre nouveau installé grâce à l'agitation des masses, la minorité révolutionnaire va constituer le pouvoir. Si la majorité conteste, on "rappelle la loi", c'est-à-dire la dictature de la minorité sur la majorité. Tout cela est aussi vieux que l'Histoire.* [...] *Le projet de société prôné par Kaczynski fait froid dans le dos. Et on se demande comment des gens se réclamant de l'anarchisme*[*5] *peuvent fonder leur réflexion sur de tels auteurs. De plus, avec tant de malhonnêteté intellectuelle, il n'est pas surprenant que les propositions apportées soient fausses et souvent contradictoires. La phobie de la technologie est une des maladies du « primitiviste », selon lui l'aliénation viendrait de la science et il faudrait retourner à une vie « naturelle » (pourtant Kaczynski lui même fait référence à la science comme quelque chose de positif. On est plus à une contradiction près…). C'est une vision des choses rétrograde et*

obscurantiste qui est loin, très loin de la vison anarchiste et anarchosyndicaliste de la société idéale. »

A L'ÉPREUVE DES FAITS

Nous avons vu que Zerzan avait choisi « d'étudier » les primitifs en remontant le plus loin possible afin de servir son idéologie qui affirme que l'aliénation était étrangère à l'homme « primitif » car il était à « l'état de nature » et que donc seul un retour à cet état pourrait assurer la liberté pour l'Humanité. On l'a dit plus haut, les limites sont grandes car les connaissances que nous avons de ces hommes primitifs ayant vécu il y a plusieurs centaines de milliers d'années sont plus que parcellaires. Nous ne disposons sur eux que de vagues éléments permettant des conclusions très précaires et constamment remises en question.

Une autre possibilité est d'étudier les sociétés dites primitives contemporaines qui, dans une certaine mesure, peuvent apporter un éclairage sur ce qu'ont pu être des sociétés plus anciennes.

Disons d'emblée que le terme primitif est ethnocentré. Il décrit une réalité fantasmée par des personnes qui jugent les autres cultures avec les critères de la leur. Pierre Clastres*6 décrit la réalité des tribus dites « primitives ». Il en résulte qu'elles sont bien trop développées (certes pas dans le sens capitaliste du terme) pour pouvoir mériter ce qualificatif réducteur ! Contrairement à l'idée reçue selon laquelle les tribus en question lutteraient avec difficulté contre la nature et auraient une économie de la pénurie non planifiée, les recherches ont montré que les « primitifs » avaient une vie plutôt agréable et opulente. Et cet état de fait n'est assurément pas dû à l'absence d'organisation de la société comme l'affirme J. Zerzan. Tout au contraire, si ces personnes n'ont pas besoin de travailler énormément, si elles ne le font que par périodes assez courtes, c'est qu'elles passent l'essentiel de leurs temps à des relations sociales (papotages car elles possèdent un riche langage articulé, pratiques artistiques, échanges sociaux permettant l'élaboration de projets, la compréhension de l'autre), base d'une forte solidarité. De ce fait, loin de vivre dans l'austérité alimentaire les « primitifs » savent gérer leur production afin de disposer de stocks suffisants pour subvenir largement à leurs besoins et avoir des réserves pour tenir en cas de problèmes. Ils possèdent des connaissances techniques approfondies et des technologies adaptées à leurs milieux. On est là très loin de l'« état de nature », tel que l'imagine Zerzan, état qui n'existe pas et n'a probablement jamais existé.

Si on parvient à s'ôter le filtre ethnocentriste de la tête, on peut voir les apports que ces sociétés — qu'il est préférable de nommer « sans Etat » plutôt que « primitives » — pourraient faire aux nôtres. Leur mode de fonctionnement est basé sur le fait que le pouvoir reste au sein de la société au lieu d'être détenu par une minorité. Les membres de la tribu sont tous égaux, il n'y a pas de hiérarchie basée sur quelque critère que ce soit. Le chef n'a qu'une fonction honorifique et est même en quelque sorte « esclave » de la société. Jamais il ne dispose d'un quelconque pouvoir. Et contrairement à ce que pourrait faire penser le terme « primitif », l'organisation horizontale de cette société n'est pas du tout instinctive ou due au hasard. Cette organisation est voulue et consciemment appliquée, on voit donc que ces sociétés sont très politiques. De plus on constate que le fait que ces sociétés soient sans Etat est tout à fait réfléchi : elles rejettent l'Etat car elles connaissaient les dangers d'un pouvoir qui échappe à la collectivité pour passer entre les mains d'une minorité qui n'agit dès lors que dans son propre intérêt.

On peut donc dire que ces sociétés dites primitives sont une preuve que l'organisation verticale de la société n'est en rien « naturelle » et qu'il est possible de mettre en place une société horizontale à l'échelle de la planète (les sociétés sans Etat, décrites par Clastres, couvraient par le passé un très large territoire et comptaient des millions d'individus). Elles montrent que la liberté n'est pas un état naturel et que l'aliénation se combat par une lutte idéologique et politique, par une organisation sociétale, contrairement à ce que pense Zerzan, dont la malhonnêteté le pousse à aller jusqu'à prendre des exemples de société pré-humaines.

Pour qui critique le monde dans lequel nous vivons, il est sûrement plus important de réfléchir sur l'exemple que nous offrent les sociétés sans Etat que de fantasmer sur un état de nature. De même, il est important d'étudier le « pourquoi » du passage de ces sociétés égalitaires aux sociétés étatiques fortement inégalitaires et oppressives que nous subissons aujourd'hui. Loin d'en voir l'origine dans le développement de la technologie, Pierre Clastres subodore que la religion est à la source de ce basculement. Les sociétés primitives ont nécessairement élaboré des théories plus ou moins fantastiques pour expliquer le monde qui les entourait. Confrontées à un environnement parfois hostile suscitant des peurs (raisonnables mais aussi irrationnelles), elles ont produit des « parades », certes illusoires, qui se sont cristallisées en pratiques religieuses. Méfiantes envers le pouvoir politique, elles ne l'ont pas été assez semble-t-il envers les discours mystiques et l'apparition de gourous qui finalement auraient créé un pouvoir religieux. Ce qui nous fournit, encore une fois, un élément de réflexion pour le projet de société que nous désirons. Il paraît impératif de se débarrasser de toute mystique afin de balayer une bonne fois pour toutes les possibilités d'instrumentalisations des peurs des gens. Et justement, sur ce point, les « penseurs » primitivistes sont loin du compte avec leurs phobies. Pas étonnant dès lors qu'on retrouve chez eux les travers des chamanes et autres bonimenteurs religieux, avec les mêmes tentatives de manipulations des masses appuyées sur une kyrielle d'idées fausses, mélangeant allègrement l'autoritarisme, la démagogie ou le catastrophisme. Leur discours tout prêt à penser assure le relais (dans les mouvances de gauche et à consonance écologique) d'idées réactionnaires qui, en définitive, rejoignent celles prônées par l'extrême droite fasciste.

_1.- Alain C., *« John Zerzan et la confusion primitive »*, éditions Infokiosque. _2.- Le très stalinien Trofim Denissovitch Lyssenko (1898-1976), ingénieur agricole, a été l'auteur de théories totalement aberrantes, imposées par le pouvoir soviétique. Josef Rudolf Mengele (1911-1979), médecin nazi, a été l'un des pires et immondes criminels du XXe siècle. _3.- J. Picard, *« Ce monde est détestable. Certaines de ses critiques tout autant »*, *Anarchosyndicalisme !* n°121, janvier 2011. _4.- Ici, les *« révolution-naires »* en question sont les partisans de Kaczynski ! _5.- Des groupes se réclamant de l'anarchisme ou de l'anarchosyndicalisme diffusent ces thèses pro-nazies ! _6.- Voir les oeuvres de Pierre Clastres : *La Société contre l'État*, éd. de Minuit, Paris, 1978 (1ère édition : 1974). *Chronique des Indiens Guayaki*, éd. Pocket, coll. Terre humaine, Paris, 2001 (1ère édition : 1972). *Le Grand Parler : mythes et chants sacrés des Indiens Guarani*, éd. du Seuil, coll. Recherches anthropologiques, Paris, 1974. *Les marxistes et leur anthropologie*, Libre, Paris, 1978. *Recherches d'anthropologie politique*, éd. du Seuil, Paris, 1980. *Mythologie des Indiens Chulupi*, Peeters, coll. Bibliothèque de l'Ecole des hautes études, Paris-Louvain, 1992. *Archéologie de la violence : la guerre dans les sociétés primitives*, éd. de l'Aube, La Tour-d'Aigues, 2005 (1ère édition : 1997).

L'ILLUSION COOPERATIVISTE

Le coopérativisme a, récemment, été proposé dans le milieu libertaire, sinon comme LA solution, du moins, comme une bonne solution aux problèmes économiques actuels. Je voudrais discuter ce point de vue en posant, au préalable, la question économique (c'est-à-dire celle de savoir quel système économique nous voulons : quoi, pour qui, comment).

Dans cette réflexion, le statut juridique de la propriété (familiale, actionnariale, collective, coopérative, sociale, municipale, étatique) a une grande importance. De multiples formes de propriété économique existent (Gaec, coopératives de production, de distribution ou d'achat, mutuelles, SARL, SA, etc.). Que la propriété soit représentée par des parts sociales, des actions ou simplement par l'adhésion à une association 1901 ; le cadre est très clair : il s'agit d'une propriété capitaliste, collective et privée. Ces divers cadres juridiques de la propriété sont, principalement, la conséquence de raisons comptables et fiscales ; et, accessoirement, d'autres raisons. Il serait trop long de détailler l'ensemble des dispositifs fiscaux, qui sont d'ailleurs régulièrement modifiés en fonction des objectifs gouvernementaux (ainsi, la part des prélèvements obligatoires sur les salaires varie en fonction du statut et de la taille de l'entité économique ; l'imposition fiscale suit cette logique,...).

Le cadre juridique de la propriété capitaliste pose un **premier problème**. Nous avons, d'un coté, le ou les propriétaires du capital (les capitalistes), de l'autre, le non-propriétaire qui loue au capitaliste sa force de travail contre un salaire (le prolétaire)[*1]. Un premier champ de forces s'établit. Les propriétaires, considérant que rien ne doit entraver la jouissance du droit de propriété, suivant la logique du libéralisme économique, fixent, à ce titre, la condition salariale (embauche et licenciement de qui leur plaît, niveau des salaires, délocalisation, vente ou achat du capital, etc.). De l'autre côté, le prolétaire qui, au constat de la nuisance de ce droit de propriété, agit pour contraindre cet usage par des lois — quant il ne vise pas, en tant que révolutionnaire, à abolir tout, ou partie, de la propriété privée du capital économique. Donc, le premier problème qui se pose est celui du droit d'usage de la propriété économique capitaliste. C'est aussi la question de la démocratie.

Deuxième problème. Nous savons que le capitaliste tire son bénéfice du travail, car la force de travail crée de la valeur. Que fait le propriétaire ? Il s'approprie une partie de cette valeur pour son usage privé. Le salarié ne reçoit, donc, pas la totalité de la valeur qu'il est le seul à produire. La « plus value » est la part que le propriétaire prélève. Le niveau de ce prélèvement (ou « taux de plus-value ») détermine la part qui revient aux propriétaires et aux salariés et, par là même, la condition de vie des parties. Il y a là, aussi, un conflit : Le propriétaire veut un maximum de cette plus-value, tandis que le salarié tente de la réduire à un minimum, voire, comme révolutionnaire, de l'abolir complètement. En résumé, la propriété privée capitaliste permet l'exploitation par une extraction de la plus-value.

Troisième problème : Le cadre de l'échange. Nous savons que le travail fabrique un produit qui, de nos jours, est presque exclusivement échangé : c'est cela que l'on appelle « la marchandise ». Cet échange se fait selon l'offre et la demande, ainsi que selon le prix ; c'est cela que fixe l'échange dans le système d'une économie de marché concurrentiel. Une des composantes principales du prix d'une marchandise est le coût salarial. Plus ce coût est élevé, plus, en général, le « produit-marchandise » est cher. Par le jeu de l'économie concurrentielle du marché, le prix du produit tourne à l'avantage de la marchandise la moins coûteuse. Le capitaliste le plus compétitif vend davantage et augmente sa part de marché. Le concurrent, pour rétablir une part suffisante du marché et, par là, son chiffre d'affaire et la validité de son activité, restructure son entité économique, puis, à son tour, le premier fait de même, et ainsi de suite. Comme la valeur de la force de travail est, souvent, le facteur principal de la valeur d'échange (ou si on préfère, le coût du travail est l'essentiel du prix de la marchandise), les coûts salariaux sont les variables des ajustements concurrentiels. Dans la situation du marché très concurrentiel des économies capitalistes développées ; la variable « coût du travail » est l'éternelle rengaine de tous les capitalistes. Par exemple, le fait que les socialistes allemands, par l'action gouvernementale, aient réduit le coût du travail expliquerait, selon les libéraux et les sociaux-démocrates, la bonne santé de l'économie Allemande. Donc, cela signifie que l'économie de marché concurrentiel induit une logique de dégradation permanente de la condition des salariés.

Quatrième problème : L'offre et la demande. L'entrepreneur, en théorie, fait une étude de marché pour déterminer la demande et produire son offre sur le marché de la marchandise, ce qui permet en principe de satisfaire les besoins. Mais, en réalité, si le marché est peu porteur, ou ne dégage qu'un faible excédent d'exploitation, ou un excédent d'exploitation nul, le capitaliste n'investit pas dans cette production. De ce fait, l'offre de produits à faible valeur ajoutée revient en général aux services dit publics (ou aux délégations de service public). Le déficit d'exploitation est, alors, comblé par des subventions et des avantages fiscaux ; des associations loi 1901 sont dans cette logique.

Quand le marché est couvert et saturé, c'est-à-dire quand il ne peut plus absorber ce qui est produit (ex : le téléphone portable), le producteur va modifier le produit pour maintenir l'offre. Par exemple, il peut le rendre moins durable (fragilité, usure,...) ou irréparable (telle pièce n'existe plus, ne se change pas,...) ou encore inadapté à l'usage (dépassé, pas compatible,...). C'est ce que certains appellent l'obsolescence programmée. La demande

part du besoin du client. Mais, en fait, cette demande est impactée par le pouvoir d'achat. C'est bien le revenu, et non pas le besoin, qui détermine, principalement, la demande. De plus, quand une politique d'austérité (restrictions budgétaires, réductions du pouvoir d'achat) est à l'œuvre, la demande ne stimule pas l'offre. Retenons, de plus, que la demande est, largement, formatée, non par le besoin réel, mais par le consumérisme. La publicité normalise : au-delà du vêtement on achète, bien cher, une marque de distinction, ou une voiture pour le standing et autres dépenses de prestige. Présenter l'offre et la demande comme l'ordre naturel de l'échange ne tient pas compte du fait que ce sont les capitalistes qui organisent l'échange à leur profit.

Cinquième problème : Le rapport producteur-consommateur. Le producteur (le salarié, comme le capitaliste) entend tirer le plus d'avantages possibles de la vente de la marchandise pour obtenir lui-même un meilleur pouvoir d'achat. Le consommateur, lui, entend acquérir la marchandise au moindre coût. Contradiction : L'avantage de l'un tourne au désavantage de l'autre. Paradoxe : L'augmentation du salaire dégrade la condition du consommateur. Exemples : L'augmentation du revenu des acteurs de santé entraîne la baisse de la couverture médicale et l'augmentation des prélèvements sur les salaires ; l'augmentation de salaire des acteurs du transport entraîne plus de frais pour aller travailler, etc. Cette situation est perverse et fait oublier que ces deux qualités sont liées. N'en voir qu'une, fait le plus grand bonheur des capitalistes qui savent, par pure démagogie, utiliser, alternativement, telle ou telle autre qualité pour les attaquer toutes.

Sixième problème : La concurrence libre et non faussée. En fait, le prix des marchandises, par le jeu des incorporations des diverses marchandises dans le produit fini, tend vers un prix moyen. Certains secteurs, en situation d'oligopole, s'entendent (d'où, parfois, les retentissants procès sur les ententes de cartel). Les multinationales peuvent exploiter de la main d'œuvre, à vil prix. Tout cela prouve que, contrairement à ce qui est impudemment claironné par les capitalistes, la concurrence est faussée.

PREMIER CONSTAT

Un premier constat s'impose donc : L'économie de marché concurrentiel aboutit à renforcer l'exploitation, à mettre en concurrence féroce les salariés, à délocaliser, à intensifier les flux migratoires, à condamner et réduire l'individu à un rôle de travailleur-consommateur, à le précariser et à provoquer le chômage; les désastres écologiques, la dégradation des conditions de vie d'une fraction grandissante de la population ; cela alors que ce système nous est présenté comme parfait et comme étant celui d'une société issue de l'ordre naturel du monde ! L'économie capitaliste n'est pas naturelle. C'est une idéologie, qui plus est, une subjectivité qui organise l'économie politique pour garantir les privilèges d'une infime fraction de la population.

Pour répondre à ces désordres de l'économie, certains préconisent la propriété collective des travailleurs ou des consommateurs, sous forme, principalement, de coopératives (Scoop, Coop) d'associations loi 1901, ou de syndicats. Ces types de regroupements sont anciens (compagnonnage, socialisme utopique, proudhonisme). Si des structures, préalablement, collectivisées sont avantageuses pour une Révolution, elles sont, pour l'instant, confrontées à la réalité du marché concurrentiel, et ne peuvent, malgré quelques avantages, s'y soustraire. Prenons l'exemple récent de la coopérative Fagor qui dépend d'une autre coopérative bien connue : Mondragon. Fagor, cinquième groupe européen d'électroménager (5 600 salariés, 13 sites de production — Espagne, France, Pologne, Italie, Maroc) subit une baisse des ventes depuis 2007 avec une dette de 600 millions €. Mondragon, les banques, le gouvernement basque refusent de refinancer la dette. Pour tenir à court terme (dans l'attente de licenciements) une baisse des salaires de 7 % est votée par les salariés, qui sont, en tant que coopérateurs, actionnaires. Cet exemple, hélas, n'est pas unique. Le fait que certains penseurs de gauche, alter-mondialistes ou d'extrême-gauche avancent le coopérativisme comme solution aux fermetures ou restructurations d'entreprises, sans remise en cause de la concurrence, est de l'illusionnisme ; surtout, quand des salariés s'endettent, versent leurs indemnités de départ, ou leur épargne, pour alimenter le capital de la dite coopérative. La reprise, sous cette forme, d'une entreprise en faillite risque fort de voir l'argent des coopérateurs disparaître dans les dettes. De plus, des conflits d'intérêts surgiront entre les salariés (incluant les précaires), les sociétaires, les usagers, mais, aussi, entre les coopératives par le seul fait du jeu concurrentiel. En outre, souvent, dans les coopératives, les inégalités de traitement existent (salaires, commandement, hiérarchie, non-sociétaire prioritairement licenciable, plus-value) et, bien souvent aussi, le sociétaire ou le consommateur n'ont aucun pouvoir, leur statut étant une façade du pouvoir technocratique. Je rappelle, aussi, que ce type de propriété sert un favoritisme éhonté (embauche de militants de partis, de syndicats, d'associations, dans des postes lucratifs de direction).

EN CONCLUSION

En conclusion, je dirai que, dans certains cas, l'usage du coopérativisme peut éviter le pire ou stabiliser, un temps, la condition de certains. Mais, le fait que les capitalistes sauront, par la concurrence ou des lois, détruire toute entreprise qui les menace, nous oblige à un discours de vérité. Le coopérativisme, pour prospérer, doit penser la destruction du marché concurrentiel. La simple question du mode de propriété ne résout rien. Ne penser que celle de la propriété collective des moyens de productions par les salariés est dépassé. Cela ne tient pas compte du fait que le salarié n'est qu'une part : du travail (travail non salarié), du temps (1/3 de la vie, de la population, variable selon les pays), de la réalité économique (usagers, consommateurs, économie domestique). L'économie ne doit pas, seulement, s'intéresser à ceux qui travaillent ; mais, elle doit, aussi, viser à satisfaire l'ensemble des besoins sociaux. C'est l'ensemble de la popula-

tion qui doit décider sur ces questions.

Lors de discussions dans l'union locale de Caen, tout ceci a été abordé et le débat continue. Il ressort que dans un processus révolutionnaire, une propriété individuelle de type artisanat résiduel peut exister ; une propriété collective des salariés sur des entités à caractère local, régional ou de moyenne importance, aussi. Les entités stratégiques, qui couvrent de vastes territoires et concernent la vie fondamentale de toute une population, devraient être placées sous le contrôle des populations concernées, c'est-à-dire qu'elles devraient être socialisées. Les discussions ont, également, porté sur l'échange des biens. Plusieurs approches — répartition par gratuité des services publics, prise au tas, solde quantifié, redistribution en équivalent monétaire, voire combinaisons de diverses formules — ont été envisagées. De même, pour satisfaire les besoins, il faudrait partir de ceux déterminés par la population et que, ensuite, les diverses entités économiques — par leurs travailleurs — fassent des propositions pour les satisfaire, c'est-à-dire que l'ont fonctionnerait par objectif ou plan. C'est, donc bien, une économie largement planifiée — et non par un État, une technostructure, ou des bureaucrates, mais par la population — qui nous semble souhaitable.

Jean Picard Caen, 20-01-1013

_1.- *Anarcosyndicalisme !* : n° 127, Sociologie pour le combat ; n°128, Les classes moyennes en crise, n°129, Immigration et classes sociales.

APPEL À MOBILISATION POUR SAUVER LA ZONE HUMIDE DU TESTET

Le conseil général du Tarn ayant décidé la construction d'un lac à des fins agricoles (maïsiculture), touristiques et économiques, dans une zone humide abritant un grand nombre d'espèces protégées un collectif s'est constitué pour conserver cette zone en l'état. Ils fonctionnent en autogestion et toutes les décisions sont prises en assemblée générale. Voici leur appel :

La magnifique vallée du Tescou est menacée par un projet de barrage. En bordure de la forêt de Sivens à 10km de Gaillac (Tarn), ce sont 35 hectares de zone humide, forêt et bouilles*1 qui doivent être noyées pour satisfaire les besoins de l'économie capitaliste : un gros chantier pour une grosse entreprise (la CACG) et de l'eau à profusion pour favoriser l'agriculture intensive. 18 hectares classés « zone humide » sont concernés ainsi que de la forêt. Parmi les nombreux animaux sauvages qui y vivent, on compte une centaine d'espèces «protégées » dont 5 menacées.



Le projet est financé intégralement par des fonds publics (dans les dix millions d'euros) et doit servir des intérêts privés. Il a été mené en contournant les lois trop contraignantes et en jouant sur les chiffres pour fausser les dossiers. Les alternatives proposées ont été occultées par les politiques qui ont scrupuleusement suivi les consignes de leurs amis affairistes.

Durant le mois de novembre, plusieurs tentatives de déplacement d'espèces ont pu être empêchées grâce à notre présence sur place et nos interventions de blocage non-violent. On s'attende à ce que les opérations reprennent dès le début du mois de février. Le projet est peu connu par la population locale qui n'a presque pas été informée, mais le potentiel de soutien est grand. Un gros travail de communication reste à faire.

Nous occupions depuis le 23 octobre 2013, une ancienne ferme à l'abandon, la Métairie Neuve, jusqu'à ce qu'elle soit saccagée par une vingtaine d'individus cagoulés, à la mi-janvier. Le 26 du même mois, une cabane était collectivement reconstruite pour nous permettre de demeurer sur les lieux.

Le collectif «Tant qu'il y aura des bouilles » appelle celles et ceux qui refusent ce monde à venir construire dans les arbres et habiter la zone pour bloquer le projet jusqu'à son annulation ! Cette démarche de désobéissance se veut intégralement non-violentes et l'occupation se fait dans un esprit d'intégration écologique et sociale. Les courtes visites seront appréciées autant que les longs séjours. Ami-e-s de lutte, ami-e-s bâtisseuses et bâtisseurs de nouveaux mondes, rejoignez-nous !

Une assemblée générale a lieu sur le site tous les dimanches à 17heures

Collectif tant qu'il y aura des bouilles

Références du communiqué de la photo et de l'illustration de couverture de ce numéro : **tantquilyauradesbouilles.wordpress.com**

Georges Ibrahim Abdallah

Georges Ibrahim Abdallah est incarcéré en France depuis 1984. Libérable depuis 1999, l'État français utilise toutes les ficelles juridiques pour le maintenir en détention. En janvier 2012, il a déposé une huitième demande de libération conditionnelle. En fin d'année, le tribunal d'application des peines donnait un avis favorable. Ce n'était d'ailleurs pas la première fois qu'il le faisait. L'acharnement politique se poursuit néanmoins contre lui. Après d'incessants reports d'audience, d'appels du Parquet et un pourvoi en cassation, une nouvelle audience est fixée au 28 février.

Georges Ibrahim Abdallah se réclame d'une idéologie qui non seulement n'est pas la nôtre mais à laquelle nous sommes franchement hostiles. Cependant, libérable depuis pratiquement 15 ans, il doit bénéficier des mêmes possibilités que tout prisonnier. Nous faisons observer que la justice française ne s'est pas montrée aussi sourcilleuse quant il s'est agi de libérer Maurice Papon, condamné pour complicité de crimes contre l'humanité, après quelques mois seulement d'emprisonnement.

La rédaction 

Courrier des lecteurs

A PROPOS D'ALBERT CAMUS

A la suite de l'article sur Albert Camus (notre précédent numéro), nous avons reçu plusieurs correspondances chaleureuses dont celle de Jean-Pierre P., qui nous a adressé copie de deux articles parus en 1960 dans Solidaridad Obrera, un des journaux édités par la CNT d'Espagne en exil en France, articles consacrés à cet écrivain qui venait alors de mourir dans un accident de la route. C'était, ajoute notre lecteur, un grand ami de la CNT et le journal anarchosyndicaliste publia alors un bel hommage au grand penseur.

Le 14 janvier 1960, « Soli » sous le titre *« Un autre ami brutalement disparu »* écrivait ainsi *« Ami fervent des exilés espagnols, Camus nous soutint sans discuter dans toutes les occasions (…) Camus fut aussi présent dans d'autres actes organisés par la CNT pour dénoncer les atrocités franquistes avec l'amabilité sérieuse qui le caractérisait, il fournit de copieux articles pour « Soli » comme pour son supplément littéraire. »*.

Le 28 février de la même année, un rédacteur du journal publiait un hommage plus personnel, plus sentimental *« … Nous avons perdu un collaborateur de notre presse et un ami. Il fut de notre côté et défendit notre cause avec l'énergie qui était la sienne »*.

« Il est sûr, conclut notre lecteur, *que la cause libertaire a perdu avec Camus un grand ami. Pus généralement, la révolte et la révolution dans et pour la liberté ont perdu avec Camus un grand penseur et un homme d'exception »*.

MALTRAITANCE DES HANDICAPES

Je viens de voir l'émission Zone interdite (M6) sur la maltraitance des enfants handicapés. J'ai moi même travaillé dans une institution maltraitante. Pour avoir dénoncé ces comportements inhumains j'ai payé le prix forts : harcèlements par les collègues, par la hiérarchie, par les syndicats complices des uns et des autres,… s'en sont suivi une dépression et une mise à genoux financièrement. Plus une poursuite en diffamation par mon employeur. Les faits étant indéniables, les preuves dont je disposais étant indiscutables (certificats de coups et blessures sur des handicapés, témoignages de parents, copies des cahiers de transmission indiquant parfois par écrit les maltraitances infligées – ce qui est incroyable mais vrai), la justice après avoir acté les faits en première instance (et donc après m'avoir relaxée au grand dam de l'employeur) a finalement botté en touche en appel (appel interjeté par l'employeur) en invoquant des vices de procédure. La plainte contre moi ainsi que les maltraitances contre les handicapés ont été enterrées. Evidemment, cela touchait trop de personnages importants (directeurs de l'institution mais aussi tutelles : à l'époque DDASS et conseil général.).

Chantal

REPERES SANS ORIGINE

La période, le monde que nous traversons actuellement sont troublés. Les mots sont usés et dénaturés par les politiques et les mass-médias. Ils ne recoupent plus aucune idée ou concepts clairs, ces derniers sont tronqués, escamotés et avilis. Nous avons pris pour habitude de nous battre pour réhabiliter le mot d'Anarchie en ce qu'il a de beau, de positif, de social. Lui redonner son essence par delà les calomnies récurrentes qui l'assimilent au chaos.

Aujourd'hui, d'autres concepts perdent leurs sens ; le Socialisme est un de ceux-là. Ce fut un concept dont nous nous réclamions il y a quelques décennies, quand il signifiait encore quelque chose. Quant le Socialisme c'était penser l'Autre, être avec et construire ensemble, quand la lutte des classes n'était pas dissimulée. L'œuvre d'intrigants à la recherche de pouvoir ou de bienpensants, que la réussite matérielle a séparés de la misère quotidienne, a lentement mais sûrement distordu les valeurs et les pratiques humanistes qui se rattachaient à ce terme. Le système capitaliste et la dite social-démocratie l'ont enserré et étouffé progressivement. L'alternance gauche-droite de la bourgeoisie élitiste, parée du masque de la liberté de choisir pour le Peuple, a fini par le rendre orphelin et abandonné. Et c'est dans le vide que les prolétaires se sont trouvés projetés, sans repères ni perspectives.

Face à la chute induite par celle de ces idées, deux postures sont envisageables, soit la crispation égoïste et identitaire, soit la souplesse et l'ouverture à autrui.

Dans la peur, le vertige, certains vont aller se réfugier dans ce qu'ils trouvent de plus proches et opter, dans une logique de court terme, pour un choix égoïste. Ils occulteront ainsi la matrice de gains de long terme, et au final joueront contre eux. C'est ainsi que, par exemple, nous pouvons actuellement voir des ouvriers manifester aux côtés de leur patrons, soutenant par là le système qui les opprime.

Pour se raccrocher aux branches, d'aucuns se cherchent des racines dans le communautarisme, l'irrationnel, et la croyance en un Dieu ou une religion quelconque, ou dans la notion non moins irrationnelle de nation ou de région. Concepts tronqués qui postulent a priori la prévalence d'un tout sur les Individus, niant que le premier est la résultante d'interactions entre les seconds.

Pour notre part, nous adopterons l'autre attitude, celle qui consiste à accepter, voire amplifier la chute, s'ouvrir à l'autre plutôt que de se fermer sur soi. Profiter de la vitesse induite pour tisser de nouveaux liens entre les individus. N'ayons pas peur de repenser le monde dans son ensemble, ne bridons pas nos aspirations, nos rêves, nos imaginaires. De façon paradoxale, nous pouvons trouver de nouveaux repères sans que ceux ci n'aient d'origine. Dans une chute, on peut retomber sur ces pieds,… mais, ici, pas sans révolution !

Pat.

ELECTIONS A METZ

Un lecteur parisien nous transmet un communiqué signé *Antifascistes anarchistes autonomes* : *« Nous avons eu la désagréable surprise d'apprendre que certains syndicalistes de la CNT de Metz* [CNT-Vignoles, NDLR] s*e présenteraient aux élections municipales »* au sein d'une liste regroupant tous les résidus de l'extrême gauche (NPA…). *« Cette initiative plus que douteuse est défendue par le secrétaire confédéral aux relations médias de la CNT »* déclarent-ils avant de conclure fort justement : *« Voter pour l'un ou voter pour l'autre, c'est voter pourri. »*. Le communiqué intégral, contenant toutes précisions utiles peut être lu sur : http://forum.anarchiste.free.fr/viewtopic.php?f=9&t=9169

Voir

TOULOUSE



Du 3 au 16 février 2014, la CNT-AIT et les Jeunes Libertaires vous convient à venir voir une exposition sur le thème de la révolution sociale libertaire espagnole (1936 – 1939), à l'Université du Mirail. Cette exposition, réalisée par la CNT espagnole et traduite par nos soins est de très bonne qualité et permet de démocratiser les connaissances sur cette période de l'histoire rarement abordée dans les livres scolaires ou dans les médias.

Si ces événements ont eu lieu il y a plus de 75 ans, ils restent néanmoins d'actualité car ils sont la preuve que l'utopie est réalisable. Cette page de l'histoire révolutionnaire permet de réfléchir à ce que nous voulons défendre dans notre militance, c'est-à-dire, dans notre cas, un changement de société profond contrairement aux idées en vogues qui prônent un aménagement du capitalisme et un refus du changement révolutionnaire.

MONTAUBAN

Le samedi 22 mars de 14 à 22 heures, ainsi que le dimanche 23 et le lundi 24 mars 2014 la CNT-AIT de Montauban présentera cette même exposition à la résidence du Fort, Rue du Fort (Montauban). Des projections auront également lieu (se renseigner pour les horaires auprès de la CNT de Montauban

Débattre

CLERMONT-FERRAND

- 20 février : projection du film *"Lutter... Ici et Maintenant"* puis discussion autour de l'autonomie. Hôtel des Villes (55 avenue de l'Union Soviétique), 19h30.

- 8 mars : *"Le rôle de la domination masculine dans le maintien de l'Etat"*, discussion présentée par des anarchosyndicalistes, Café-Lecture Les Augustes, 19h30.

- 14 mars : soirée autour de l'abolition de la prison, avec la CNT-AIT 63, le journal l'Envolée, le collectif Papillon de St Etienne et Jean-Marc Rouillan, 19h30 Café-Lecture les Augustes

Mais aussi

_Tchatcher, suivre l'actualité militante sur le forum de la CNT-AIT de Caen http://cnt.ait.caen.free.fr/forum/

_Ecouter et faire écouter des textes de la bibliothèque sonore libertaire (c'est gratuit) : AnarSonore.free.fr L'enrichir en enregistrant vous-même de nouveaux textes (classiques, articles...) en français mais aussi dans toutes les autres langues.

_Diffuser Anarchosyndicalisme ! autour de vous. Prenez contact avec le journal à notre adresse postale. Les conditions sont étudiées en fonction des possibilités de chacun.

_Diffuser le petit bulletin Un autre futur (généralement quatre pages, du moins en ce moment). Il traite des sujets d'actualité sous une forme brève et dans un esprit anarchosyndicaliste. Il est destiné à une diffusion auprès d'un public non-militant c'est-à-dire un peu tout le monde : travailleurs, chômeurs, retraités, lycéens, étudiants... Vous pouvez contribuer à sa rédaction et à sa diffusion soit en le téléchargeant sur le site de Toulouse et en assurant une diffusion internet auprès de vos amis et relations, soit en le sortant sur une imprimante et en le photocopiant vous-même, soit en vous procurant auprès de nous les exemplaires nécessaires.

Nous rencontrer

_Paris : contact@cnt-ait-paris-nord.fr

_Clermont-Ferrand cntait63@gmail.com
2, Place Poly 63100 Clermont-Ferrand, permanence (avec bibliothèque gratuite) tous les samedi, 16h-19heures.

_CNT-AIT du Gard. Pour tout contact, s'adresser à la Bourse du travail d'Alès ou à l'Union régionale.

_Montauban : contact à la table de presse, les samedi, 10 h 15 à 12 h au marché du Jardin des plantes

_Toulouse : CNT-AIT, 7 rue St Rémésy 31000 (métro Carmes ou Salin). Permanence tous les samedi 17 à 19 h. Egalement aux Puces (place St Sernin) le dimanche en fin de matin. Tables de presses périodiques dans les quartiers (Bagatelle, Faourette, Mirail) et à l'université (UTM).

_Dans le Gers, *Anarcho-syndicalisme !* est diffusé par la librairie « Les petits papiers » rue Dessolés. Pour prendre contact avec la cnt-ait : sia32@no-log.org

_Quercy-Rouergue, prendre contact avec : cnt-ait-quercy-rouergue@mailoo.org .

_Autres départements de Midi-pyrénées : prendre contact avec le journal.

_Une «Initiative CNT-AIT » est en cours de constitution dans le Volvestre. (cnt-ait-volvestre@ouvaton.org)Toutes les personnes intéressées par cette démarche sont les bien venues.

_Perpignan: CNT-AIT, 9 rue Duchalmeau 66000. Perma-nences chaque samedi à partir de 15h.

_Caen : BP 2010, 14089 Caen Cédex. Table de presse chaque dimanche au marché, tous les mercredis sur le Campus 1 (sous la galerie vitrée).

_Lyon : Contact : Gé ou Rob, Librairie la Gryffe, 5 rue Sébastien Gryffe, 69007.

_Dans l'Yonne CNT-AIT : http://gasycntait89.over-blog.com

_Pour le département des Landes, mail : interco.landes@free.fr

_Pour Monceau et sa région, on peut contacter l'Initiative : cnt.ait71@gmail.com

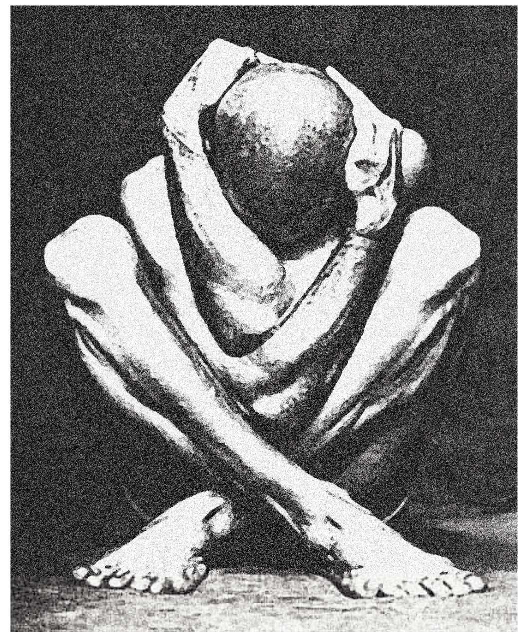
_Ailleurs nous contacter

AU RSA, MARCHE AU PAS !

Les Equipes Pluridisciplinaires (dites EP) sont mises en place dans le Puy-de-Dôme au mois de juillet 2013. Au regard d'autres départements comme le Cantal, où elles fonctionnent depuis 2009, il est prévisible que les premières sanctions ne vont pas tarder.

Les Equipes pluridisciplinaires sont composées d'un représentant du Conseil Général, de Pôle Emploi, d'une intermédiaire entre ces deux institutions, de votre assistante sociale, de Pôle Santé...

Le moindre prétendu « écart » (manquement PPAE, absence à un rendez-vous, non-réponse à un mail...) peut entraîner une convocation devant cette instance, véritable tribunal, en vue d'une éventuelle suppression partielle, ou totale (!), du RSA. 100 € en moins par mois les trois premiers mois, le dégrèvement de la moitié de cette allocation le trimestre suivant puis, si le/la « bénéficiaire » est, par exemple, toujours récalcitrant-e à une formation qu'il/elle ne souhaite pas, sa suppression totale (du RSA, pas du mec, sauf s'il s'immole...). Ces convocations sont, quand on n'a que ces miettes pour survivre, forcément source de stress, d'angoisse, et le chantage y est patent : marche au pas, ou crève ! Quand le Revenu Minimum d'Insertion (RMI) est devenu, en décembre 2008, le Revenu de Solidarité Active (RSA), tout était presque dit dans les termes. Limite « privilégié-es » avec 417 € par mois (!), ses allocataires se sont transformé-es en « bénéficiaires » (exit la loi n°2008-1249 du 1er décembre 2008, art. L.262-(39). Pour traiter les dossiers, les Commissions Locales d'Insertion (CLI) se sont mutées (muées?) en Équipes Pluridisciplinaires.



Instaurées pour, soi-disant, mieux orienter les individus, mais ayant le pouvoir de sanctionner économiquement, ces Equipes Pluridisciplinaires n'ont, en fait, que deux directions : l'exploitation ou l'exclusion.

Cette intensification du flicage des chômeurs-euses normalise les modes de vie pour un contrôle plus efficace et une culpabilisation individualisée. Le but étant de rendre les individus corvéables et soumis-e à l'exploitation capitaliste. Sauf qu'il n'est pas sûr que tout le monde ferme sa gueule ! Nos droits étant souvent méconnus, ou bafoués, en voici quelques-uns lors d'une convocation devant une Équipe Pluridisciplinaire :

===>on peut se faire assister par la personne de son choix,

===>la signature informatique ou l'accord téléphonique n'ont aucune valeur juridique, même si ils sont reconnus par les EP

Nous avons déjà accompagné une chômeuse devant une Equipe Pluridisciplinaire, dans le Cantal*[1], les syndicats l'ayant envoyée bouler.

Lors d'une convocation, si vous voulez vous faire aider, conseiller, accompagner ou tout simplement ne pas rester seul-e devant cette inquisition, vous organiser, lutter... contactez-nous (ou contactez la CNT-AIT la plus proche) ou passez nous rencontrer ! Nous éditons également le *« Petit Kit d'Autodéfense à Pôle Emploi »*, disponible gratuitement sur demande ! Nous dénonçons ce nouveau vol de nos cotisations !

CNT-AIT 63

_1.- Voir l'article « *Comment on Harcèle les RSA* », *Anarchosyndicalisme !* n°136.

Je m'immole, tu t'immoles, il s'immole, nous nous immolons, vous vous immolez

Ils s'en contrefoutent !

REVOLTONS-NOUS !